



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION DE LA DÉFENSE  
ET DE LA SÉCURITÉ (DSC)  
Sous-commission sur la coopération  
transatlantique en matière de défense  
et de sécurité (DSCTC)

LES ENJEUX DE SÉCURITÉ  
DANS LE GRAND NORD

Rapport

Jean-Charles LARSONNEUR (France)  
Rapporteur

016 DSCTC 21 F rév. 2 fin | Original : français | 9 octobre 2021

## TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION	1
II.	LE FLANC NORD DE L'OTAN – UNE IMPORTANCE STRATÉGIQUE HISTORIQUE ET DES INTÉRÊTS ÉMERGENTS	2
A.	L'ARCTIQUE DE LA GUERRE FROIDE : UNE RÉGION À L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE MAJEURE	2
B.	L'ARCTIQUE DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE : UNE RÉGION DE « COOPÉRATION PACIFIQUE » GRÂCE AU CONSEIL DE L'ARCTIQUE	3
III.	L'ARCTIQUE DU XXI <sup>E</sup> SIÈCLE	3
A.	LES NOUVELLES FAÇONS DE NAVIGUER DANS L'ARCTIQUE	4
B.	DES FONDS MARINS (ET DES EAUX) ARCTIQUES RICHES EN RESSOURCES NATURELLES	5
C.	DES REVENDICATIONS TERRITORIALES AUTOUR DES PLATEAUX CONTINENTAUX DANS L'ARCTIQUE	5
D.	L'ESSOR DU TOURISME DANS L'ARCTIQUE	9
E.	ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE SAUVETAGE	9
IV.	LES AMBITIONS GRANDISSANTES EN ARCTIQUE DE LA PART DES RIVAUX DES ALLIÉS	10
A.	RUSSIE	10
1.	L'ARCTIQUE PERÇU COMME GARANT DU DÉVELOPPEMENT FUTUR ET DE LA POSITION INTERNATIONALE DE LA RUSSIE DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE	11
2.	UN RÉINVESTISSEMENT MILITAIRE CONSÉQUENT	12
3.	ACTIVITÉ MILITAIRE ACCRUE ET POLITIQUE DE LA CORDE RAIDE	13
B.	CHINE	14
V.	UN GRAND NORD REDEVENU UN SUJET D'ATTENTION POUR L'OTAN ET LES ALLIÉS	15
A.	L'ÉVOLUTION PRUDENTE DE L'APPROCHE DE L'OTAN	15
B.	LE RÔLE SPÉCIFIQUE DES ALLIÉS ET PARTENAIRES	17
1.	LES ALLIÉS ET PARTENAIRES NORDIQUES	17
2.	LES ÉTATS-UNIS ET LE CANADA	18
3.	LES CAS PARTICULIERS DU ROYAUME-UNI ET DE LA FRANCE	19
4.	LES AUTRES ALLIÉS	19
VI.	VOIES ET MOYENS DE COOPÉRATION EXISTANTS : LE RÔLE ESSENTIEL DU CONSEIL DE L'ARCTIQUE	20
VII.	CONCLUSIONS À L'INTENTION DES PARLEMENTAIRES DES PAYS MEMBRES DE L'OTAN	24
	BIBLIOGRAPHIE	27

## SYNTHÈSE

La fonte de la glace de l'Arctique élargit l'accès aux voies de transit en surface ainsi qu'aux ressources présentes sous la surface, ce qui pourrait avoir des effets considérables sur le commerce mondial et les marchés des matières premières. Cet accès élargi à l'Arctique suscite donc une attention accrue à l'égard de cette région, tant de la part des États arctiques que d'États non arctiques.

Cependant, certains investissements ou visions concurrentes sur l'avenir de l'Arctique risquent de faire basculer sa réputation d'après-guerre froide, celle d'une région connue pour sa coopération pacifique, à celle d'une zone où s'attise la rivalité entre grandes puissances. Deux facteurs principaux sont à l'origine de cette nouvelle réalité : un fossé politique grandissant entre les Alliés et la Russie dans la zone euro-atlantique ; et l'effort croissant d'États non arctiques, dont la Chine, pour revendiquer un intérêt futur dans l'Arctique du XXI<sup>e</sup> siècle.

La croissance des activités économiques dans la région est suivie de près par des investissements militaires destinés à protéger les nouveaux intérêts comme les intérêts de longue date. Les derniers investissements militaires russes ont été les plus substantiels, le pays étant de plus en plus exposé sur sa rive nord. La Chine y cherche également les moyens d'étendre son empreinte économique et sa recherche scientifique. Des experts considèrent que ces investissements pourraient préparer le terrain pour une éventuelle présence militaire.

Les Alliés prennent certaines mesures pour adapter leurs capacités à la défense des intérêts actuels, et potentiellement futurs, dans le Grand Nord. L'une des principales préoccupations communes réside dans le maintien de la liberté de navigation des Alliés, car les voies maritimes arctiques continueront de prendre une importance stratégique croissante. La révision à venir du concept stratégique offre aux Alliés l'opportunité d'une réflexion approfondie sur l'approche de l'OTAN à l'égard de l'Arctique, région qui évolue rapidement.

Le présent rapport examine la pertinence stratégique croissante de l'Arctique du XXI<sup>e</sup> siècle et l'impact que l'attention accrue portée à la région pourrait avoir sur l'environnement de sécurité international en général, et sur le flanc Nord de l'Alliance en particulier.

## I. INTRODUCTION

1. Les importantes mutations environnementales, économiques et géopolitiques que connaît l'Arctique sont un sujet de préoccupation majeur pour les Alliés. Le changement climatique représente le principal moteur de transformation, créateur d'un Arctique du XXI<sup>e</sup> siècle, ouvrant la voie à un accès sans précédent (et sur une durée plus longue) à des latitudes toujours plus septentrionales. La fonte de la glace de l'Arctique élargit l'accès aux voies de transit en surface ainsi qu'aux ressources présentes sous la surface, ce qui pourrait avoir des effets considérables sur le commerce mondial et les marchés de commodités.

2. Cet accès élargi dû au changement climatique replace la région, pourtant longtemps reléguée au second plan, au centre de l'attention de la communauté internationale. Deux principales évolutions ont provoqué ce revirement. La première est la divergence croissante des politiques menées par les Alliés et la Russie dans l'Arctique, et qui menace de se répercuter sur la concurrence préexistante entre les grandes puissances dans la région. La deuxième concerne les efforts grandissants déployés par des pays non arctiques, dont la Chine, pour ne pas rester à l'écart des enjeux de l'Arctique du XXI<sup>e</sup> siècle.

3. Cette région du monde devenue accessible attire de plus en plus d'investissements économiques et militaires des huit pays arctiques, ainsi qu'un nombre croissant d'acteurs extérieurs. Les investissements militaires russes ont été les plus conséquents, à l'instar des investissements réalisés par Moscou dans sa route maritime du Nord pour faciliter le développement économique dans la région arctique. La Chine redouble d'efforts pour trouver de nouveaux moyens de renforcer son empreinte sur l'Arctique par le biais d'investissements économiques et en menant d'importantes recherches scientifiques à l'appui de ce qui, espère-t-elle, deviendra sa route de la soie polaire. Chez certains experts, cela suscite des craintes qu'il s'agisse là des prémises d'une possible présence militaire chinoise dans la région.

4. Les Alliés ont pris conscience de l'importance grandissante du Grand Nord et des nouvelles réalités de l'Arctique du XXI<sup>e</sup> siècle. Dès lors, ils prennent des mesures d'adaptation de leurs capacités en vue de défendre leurs intérêts actuels, et potentiellement futurs, dans le Grand Nord. Une préoccupation commune essentielle concerne le maintien de la liberté de navigation des Alliés au fur et à mesure que les routes maritimes de l'Arctique continueront de gagner en importance stratégique.

5. Au cours de l'histoire, les États arctiques de l'OTAN ont eu des vues divergentes quant au rôle (si tant est qu'elle en ait un) que l'OTAN devrait jouer dans certaines parties de la région. Conséquence de cette absence de consensus, il n'y a eu aucune réflexion stratégique large ni action collective de la part de l'OTAN à cet égard. Les pays alliés dans l'Arctique ont donc prôné une approche *ad hoc* plus prudente dans la région, principalement sous leurs auspices. Mais compte tenu de l'attention croissante qui y est accordée, les Alliés ont été invités à se montrer plus présents dans cette région. La révision annoncée du concept stratégique pourrait ainsi donner aux Alliés l'occasion de préciser leur vision de l'Arctique d'aujourd'hui.

6. Ce rapport souligne l'importance stratégique grandissante de l'Arctique au XXI<sup>e</sup> siècle. Y seront ensuite passés en revue les principaux facteurs suscitant un intérêt mondial croissant pour le Grand Nord, en soulignant l'impact créé, en retour, sur l'environnement de sécurité international en général et plus particulièrement sur le flanc Nord de l'Alliance. Il conclura sur des recommandations à l'intention des parlementaires des pays membres de l'OTAN alors qu'ils examineront cette question et défendent leurs propres intérêts et investissements nationaux dans la région.

## II. LE FLANC NORD DE L'OTAN – UNE IMPORTANCE STRATÉGIQUE HISTORIQUE ET DES INTÉRÊTS ÉMERGENTS

### A. L'ARCTIQUE DE LA GUERRE FROIDE : UNE RÉGION À L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE MAJEURE

7. Bien que de vastes parties de l'Arctique soient recouvertes d'une couche de glace la majeure partie de l'année, la région a revêtu une importance stratégique tout au long de la guerre froide. Avec une trajectoire de vol via le pôle Nord, les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et bombardiers longue portée américains et soviétiques étaient en mesure d'atteindre plus rapidement leurs cibles. De plus, l'immensité et la profondeur des eaux glaciales procuraient une couverture exceptionnelle à toute opération sous-marine. Par ailleurs, l'Arctique permettait d'envoyer des forces dans l'Atlantique d'où l'Union soviétique sondait les failles.

8. Compte tenu de ces ouvertures stratégiques, la région de l'Arctique fit l'objet d'une forte militarisation. Pour défendre sa côte septentrionale, l'URSS érigea toute une série de bases aériennes, de ports maritimes, de systèmes de radars et de défense aérienne. L'avènement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins balistiques (SNLE) en 1973 apporta à l'URSS la capacité théorique de pouvoir lancer ses missiles sur des cibles situées en Amérique du Nord (Dyndal, 2017). Pour protéger ces moyens stratégiques essentiels, l'URSS dressa un important bastion de défenses autour de la péninsule de Kola, dans la mer de Barents et, plus tard, dans la mer d'Okhotsk. Peu à peu, Moscou consacra plus des trois quarts de ses sous-marins d'attaque des flottes du Nord et du Pacifique, soit la quasi-totalité de ses flottes de surface, ainsi que des centaines d'aéronefs à la défense de ses SNLE (de la classe Delta, et Typhoon par la suite).

9. Pour assurer la défense et la dissuasion contre de potentielles menaces aériennes et maritimes soviétiques émanant de l'Arctique, les Alliés ont également investi massivement dans la région. Les États-Unis et le Canada ont œuvré ensemble, par le biais de l'établissement du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) en 1957, à développer et à déployer les moyens de renseignement, surveillance et reconnaissance (ISR, acronyme anglais pour « intelligence, surveillance et reconnaissance ») nécessaires – allant de radars jusqu'à des aéronefs – pour détecter et déjouer les bombardiers soviétiques longue portée ainsi que les menaces en mutation liées aux missiles (Winkler, 1997 ; Holroyd, 1990)<sup>1</sup>.

10. Le passage GIUK (acronyme anglais de « Greenland, Iceland, United Kingdom ») représentait la ligne sud que les forces soviétiques devaient atteindre pour perturber les lignes d'approvisionnement transatlantiques entre l'Amérique du Nord et les pays alliés européens, des lignes vitales à tout effort de guerre majeur éventuel sur le continent européen de la part des Alliés et (avant l'évolution de sa capacité SLBM - missiles balistiques à lanceurs sous-marins - dans les années 1970) pour ses missions de frappe nucléaire. Pour protéger le passage GIUK, les Alliés ont investi massivement dans des capacités ISR sous-marines sur l'ensemble de leur zone de responsabilité dans le Grand Nord, allant d'avions de patrouille maritime et de navires de surface jusqu'à des sous-marins et un ensemble complexe d'installations de sonars sous-marins (Long & Green, 2015 ; Smith & Hendrix, 2017). Les forces alliées participèrent également régulièrement à des exercices d'entraînement à l'interopérabilité par temps froid, ainsi qu'à des patrouilles, en mer et sur terre, dans le Grand Nord.

<sup>1</sup> Un élément clé étant constitué par le système de ligne d'alerte radar de l'Arctique (DEW) avec des stations radars s'étendant depuis l'extrême nord de l'Alaska et du Canada jusqu'au Groenland et à l'Islande (MDN Canada, 2018). Le DEW fut remplacé par le système de détection nord (NWS) en 1988, lequel est toujours en service.

## B. L'ARCTIQUE DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE : UNE RÉGION DE « COOPÉRATION PACIFIQUE » GRÂCE AU CONSEIL DE L'ARCTIQUE

11. En 1987, à l'occasion d'un discours à Mourmansk, le secrétaire général du parti communiste Mikhaïl Gorbatchev a signifié la volonté de l'URSS d'encourager la « coopération pacifique » dans la région (Gorbatchev, 1987). Et en effet, après l'effondrement du bloc soviétique, l'Arctique est devenu une zone de « faibles tensions dans le Grand Nord » qui a été relativement épargnée par les rivalités mondiales (Lanteigne, 2019). Par ailleurs, l'État russe étant sorti très affaibli de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et les Alliés de l'OTAN ayant focalisé leur attention sur les opérations de stabilité régionale dans les Balkans, puis sur la contre-insurrection expéditionnaire et les opérations de lutte contre le terrorisme, l'Arctique a perdu de son importance stratégique.

12. Dès lors, de nombreux moyens situés dans l'Arctique, considérés comme inutiles, furent déclassés, mis à l'arrêt ou abandonnés. Parallèlement, des compétences essentielles dans des domaines tels que la lutte anti-sous-marine et l'entraînement à l'interopérabilité par temps froid s'atrophiaient. La militarisation observée du temps de la guerre froide céda la place aux initiatives déployées par tous les pays arctiques pour faire véritablement du Grand Nord une région de coopération pacifique. La formation du Conseil de l'Arctique en 1996 est venue couronner ces efforts.

13. Le Conseil décida de se concentrer sur la protection environnementale de la région et sur les questions de développement durable (Murray, 2014). Les huit pays arctiques fondateurs de ce Conseil (Canada, Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Russie, Suède et États-Unis) accordèrent un statut de participation permanente aux principales organisations représentant la population autochtone de la région ainsi que le statut d'observateur à toute une série d'acteurs étatiques et non étatiques ayant des intérêts dans l'Arctique<sup>2</sup>.

## III. L'ARCTIQUE DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

14. De nos jours, l'Arctique est très différent de ce qu'il était à l'époque de la guerre froide. L'accélération du changement climatique entraîne un réchauffement dans l'Arctique à un rythme trois fois supérieur à celui de la moyenne mondiale (Berardelli, 2020). Cette hausse dramatique de température se traduit par la disparition rapide de la couche de glace et de la glace de mer, perturbe la circulation des courants aériens et marins avec pour conséquences, des changements importants au niveau de l'écosystème régional et de la géographie (IPCC 2019 ; NASA, 2020).

15. Le changement climatique dans l'Arctique a d'importantes répercussions en surface et sous la surface qui attirent une attention accrue de la part des huit pays arctiques et d'un nombre croissant d'acteurs extérieurs. Les nouvelles opportunités économiques possiblement ouvertes dans l'Arctique peuvent être classées en trois catégories principales : le transit commercial, l'exploitation minière et l'excavation des fonds marins, ainsi que la pêche.

<sup>2</sup> Treize États – l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni (1998), la France (2000), l'Espagne (2006) ; la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Italie, le Japon, Singapour (2013) ; la Suisse (2017) –, un grand nombre d'organisations interparlementaires et inter-gouvernementales (dont quelques organes de l'ONU) et onze ONG ont un statut d'Observateur au Conseil de l'Arctique. Les membres observateurs inclus en 2013 sont pour la première fois des États non-européens ; ils amènent ainsi la part de la population mondiale représentée dans le forum à 50%, ce qui participe à la légitimation mondiale du Conseil, selon le vœu de la présidence suédoise qui était de renforcer le Conseil de l'Arctique pour en faire le forum prééminent pour les questions régionales. Pour plus d'information, voir <http://www.observatoire-arctique.fr/approche-institutionnelle/les-organisations-et-forums-de-larctique/conseil-de-larctique/>

16. La fonte de la couche de glace et de la glace de mer permet d'accéder plus longtemps et plus facilement aux couloirs de navigation de l'Arctique à des fins commerciales. Le dégel signifie aussi un accès potentiellement plus facile aux abondantes ressources naturelles que l'on s'attend à trouver dans les fonds marins arctiques. Le réchauffement des eaux dans l'Atlantique Nord et dans le Pacifique fait migrer les bancs de poissons vers le nord en quête d'eaux plus froides, nécessaires à leur survie.

17. Si ces changements ont le potentiel voulu pour provoquer un impact économique majeur, les tendances à plus long terme du changement climatique dans l'Arctique entraîneront probablement des répercussions importantes sur la sécurité au sens large, allant bien au-delà de l'océan Arctique. L'attrait représenté par cet accès étendu et par les opportunités économiques qui s'y trouvent suscite d'importants investissements infrastructurels – nouveaux ou programmés – et, dans une certaine mesure, des investissements militaires visant à les protéger. Mais, simultanément, il devient de plus en plus clair que cette région ne constitue plus un point négligeable dans ce qui semble être un nouveau « grand jeu » entre les principales puissances. Et si ses éléments constitutifs se propagent à l'Arctique, la région risque de perdre son caractère unique de zone de coopération pacifique.

### A. LES NOUVELLES FAÇONS DE NAVIGUER DANS L'ARCTIQUE

18. La fonte des glaces ouvre deux nouvelles grandes voies de transit à travers l'Arctique, la route maritime du Nord et le passage du Nord-Ouest. La **route maritime du Nord (RMN)** s'étend sur environ 4 800 km le long du littoral arctique de la Russie, mais sa longueur varie selon le couloir de navigation choisi et l'état de la glace. Le **passage du Nord-Ouest (PNO)** serpente entre les archipels du Grand Nord canadien. Alors que le PNO est une route moins praticable en raison des plus grands volumes de glace et des détroits plus étroits et plus profonds, la RMN peut être empruntée pendant une bonne partie de l'année.

**Distances entre quelques ports de l'hémisphère Nord, en transitant par Panama, Suez et Malacca ou les passages arctiques (aucun obstacle politique à la navigation n'est considéré)**

Origine-destination	Panama	Passage du Nord-Ouest*	Passage du Nord-Est**	Suez et Malacca
Londres -Yokohama	23 300	14 080	13 841	21 200
Marseille - Yokohama	24 030	16 720	17 954	17 800
Marseille - Shanghai	26 038	19 160	19 718	16 460
Marseille - Singapour	29 484	21 600	23 672	12 420
Rotterdam - Singapour	28 994	19 900	19 641	15 950
Rotterdam - Shanghai	25 588	16 100	15 793	19 550
Rotterdam - Yokohama	23 470	13 950	13 360	21 170
Hambourg - Seattle	17 110	13 410	12 770	29 780
Rotterdam - Vancouver	16 350	14 330	13 200	28 400
Rotterdam - Los Angeles	14 490	15 120	15 552	29 750
Lisbonne-Los Angeles	14 165	14 940	16 150	27 225
Lisbonne-Singapour	25 341	19 740	20 070	13 191
Lisbonne-Yokohama	21 590	14 240	15 230	18 724
Gioia Tauro (Italie) - Hongkong	25 934	20 230	20 950	14 093
Gioia Tauro - Singapour	29 460	21 700	23 180	11 430

Source : Géopolitiques arctiques : pétrole et routes maritimes au cœur des rivalités régionales ?  
Frédéric Lasserre, 2010.

19. En 2020, la RMN a été dégagée des glaces pendant une durée record de 88 jours et les méthaniers russes ont démontré en 2021 qu'il était possible de transiter par cette route sans l'aide d'un brise-glace (*Maritime Magazine*, 2020 : *Maritime Executive* ; 2021b). Les cargos empruntant la RMN sont pour la plupart des navires russes qui transportent du pétrole et du gaz sur la moitié ouest de la route ; les navires chinois arrivent ensuite en deuxième position, lesquels transitent sur la totalité de la route (Humpert, 2020). Inversement, compte tenu des changements de tenue de la glace, le transit des navires via le PNO a baissé en 2020.

20. Les experts de l'OCDE ont prédit que le volume du commerce maritime pourrait doubler d'ici 2035 - l'encombrement des lignes de communication maritimes (LCM) poussera certainement certains à chercher des itinéraires alternatifs (OCDE, 2018). Pourtant, comparé au trafic dans le canal de Suez, la RMN fait encore pâle figure : en 2020, près de 19 000 navires ont transporté 1,17 milliard de tonnes de marchandises via ce canal égyptien (*Maritime Executive*, 2021a). Deux grands segments pourraient être intéressés par l'utilisation de la route maritime du Nord (le transport maritime de ligne, composé de porte-conteneurs, et le tramping, composé principalement de vrac). Mais pour eux, le trafic maritime dans l'Arctique présente plus de limites que d'avantages (Danilov, 2021).

## **B. DES FONDS MARINS (ET DES EAUX) ARCTIQUES RICHES EN RESSOURCES NATURELLES**

21. L'Arctique revêt désormais aussi un important potentiel économique. Les estimations varient et de nouvelles découvertes sont toujours possibles avec l'accès accru à la région. Il recèlerait 30 % des réserves mondiales non encore découvertes en gaz et 10 % en pétrole, selon une évaluation de l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS) datant de 2008, à laquelle différents acteurs continuent de faire référence même si elle reste très hypothétique (Gros, Tenenbaum et Taithe, 2020). De plus, d'autres minerais précieux présents sous forme de dépôts, comme du nickel, du cuivre, de l'or, de l'étain, de l'argent et du zinc, sont considérés comme potentiellement intéressants d'un point de vue économique (Glasby, 2010 ; Bergquist, 2020). La présence de « terres rares », notamment au Groenland, qui recèlerait 25 % des réserves mondiales, pourrait constituer une alternative au monopole chinois sur la production de ces métaux stratégiques. Et de nouvelles découvertes pourraient advenir : par exemple, en 2020, des scientifiques norvégiens ont identifié des dépôts de minerais pour une valeur estimée à 100 milliards de dollars américains, comprenant de l'or, de l'argent et du zinc, dans les fonds marins (Bergquist, 2020).

22. Hormis les dépôts présents dans les fonds marins arctiques, les eaux de l'océan sont également riches en poissons, la chaleur des eaux du sud faisant migrer nombre de bancs de poissons vers le nord en quête d'eaux plus froides, nécessaires pour leur survie. Au total, 10 % de la pêche commerciale mondiale est effectuée dans l'océan Arctique (AMAP, 2018). Les spécialistes pensent que ce pourcentage ne fera qu'augmenter à mesure que l'Atlantique Nord et le Pacifique - qui représentent déjà 40 % de la pêche mondiale - continueront à se réchauffer (ONU, FAO, 2020).

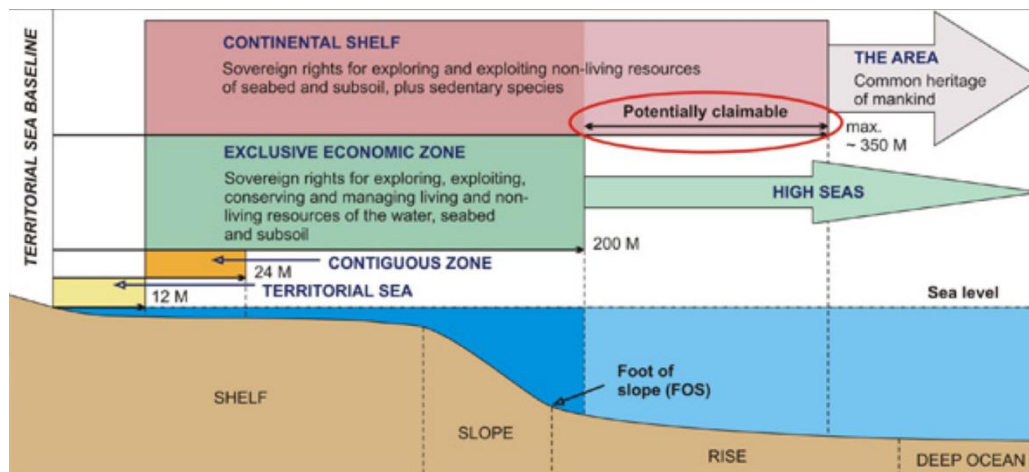
23. Ces perspectives nouvelles pour la pêche commerciale, le transport maritime et le développement énergétique poussent les États arctiques à délimiter leurs frontières souveraines sur le plateau continental afin d'ouvrir la voie à une exploitation pacifique des richesses potentielles de la région.

## **C. DES REVENDICATIONS TERRITORIALES AUTOUR DES PLATEAUX CONTINENTAUX DANS L'ARCTIQUE**

24. La question de la délimitation exacte d'une grande partie des territoires arctiques les plus septentrionaux reste en suspens, avec la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) comme principal mécanisme d'arbitrage pour déterminer la légitimité de l'accès aux ressources présentes dans les fonds marins de l'Arctique. La géographie des plateaux



continentaux des États côtiers y joue un rôle déterminant. Les plateaux continentaux sont définis comme le prolongement sous-marin naturel de la masse terrestre d'un territoire, y compris les fonds marins et les sédiments du plateau, le talus continental, ainsi que le glacis continental. Selon la CNUDM, entrée en vigueur en novembre 1994, chaque État reconnu par les Nations unies exerce une souveraineté sur ses côtes dans un rayon de 200 milles nautiques, ce qui constitue une zone économique exclusive (ZEE). Cependant, selon l'article 76 de la CNUDM, si un plateau continental s'étend au-delà de ces 200 milles marins, un État a le droit d'explorer et d'exploiter les ressources naturelles du plateau dans cette extension (Hossain, 2021).<sup>3</sup> Afin de revendiquer ce droit, un État ne peut pas simplement proclamer sa possession, mais doit soumettre une demande à la Commission des limites du plateau continental (CLPC) des Nations Unies. Cette commission prend alors une décision basée sur une étude géologique et géomorphologique des fonds marins, qui peut ensuite donner lieu à des négociations entre les pays (Herrmann et Raspotnik, 2019).



Source : Herrman and Raspotnik, 2019

25. Actuellement, quatre pays arctiques membres de la CNUDM ont soumis des dossiers : le Canada, le Danemark, la Norvège et la Russie. Les États-Unis ont également soumis une demande d'extension du plateau continental, bien qu'ils n'aient pas ratifié la CNUDM (ONU, Division des affaires maritimes et du droit de la mer, 2021)<sup>4</sup>.

26. Cependant, la possession d'une extension du plateau continental n'équivaut pas à la souveraineté sur ces territoires. La convention précise qu'elle équivaut uniquement à un droit souverain d'explorer et d'exploiter les ressources présentes dans les fonds marins et les sédiments. La colonne d'eau (c'est-à-dire l'eau recouvrant les fonds marins) fait toujours partie intégrante des eaux internationales, la liberté de navigation dans – et sur – la surface de la colonne d'eau est donc maintenue, et la question de l'accès partagé aux ressources halieutiques reste ouverte. Ce dernier point en particulier pourrait s'avérer problématique dans l'Arctique à l'avenir, n'étant pas réglementé par la CNUDM. Les migrations vers le nord des populations de poissons et la fonte des glaces pourraient raviver les tensions autour de cette ressource, mais il convient de noter qu'un moratoire de 2018 sur la pêche en haute mer arctique sera en place jusqu'en 2034 (Overfield, 2021).

<sup>3</sup> En outre, cette zone est limitée : à un maximum de 350 milles marins de la côte, que le plateau continental s'étende ou non au-delà de ce point ; ou à un maximum de 100 milles marins du point où la profondeur de la colonne d'eau atteint 2 500 mètres. Une exception existe pour les élévations sous-marines (telles que les dorsales de Mendelejev et de Lomonosov) : dans ce cas, le droit au plateau continental peut s'étendre au-delà de 350 milles marins, à condition que la règle des 100 milles marins soit respectée à partir d'une profondeur de 2500 mètres.

<sup>4</sup> Bien que n'étant pas partie à la CNUDM, les États-Unis acceptent et agissent conformément aux dispositions du traité relatives à l'exploitation minière hors des fonds marins, par exemple, celles relatives à la navigation et au survol, qui, selon les États-Unis, reflètent le droit international coutumier de la mer (O'Rourke, 2021).

27. Le 31 mars 2021, la Russie a soumis une revendication révisée à la CLPC. Cette revendication modifie une précédente demande faite en 2015, qui elle-même faisait suite à une demande initiale de 2001 rejetée en raison d'insuffisances scientifiques. Entre 2001 et 2021, la Russie a augmenté la superficie qu'elle revendique d'environ 100 000 km<sup>2</sup>, pour atteindre aujourd'hui un total de 1 191 347 km<sup>2</sup> (Hossain, 2021). Cette superficie équivaut à 70% de l'océan Arctique (hors ZEE) (Hossain, 2021). La soumission de la Russie à la CLPC en 2021 chevauche encore davantage les soumissions du Canada et du Danemark concernant l'océan Arctique central (Overfield, 2021). La nouvelle zone comprend une aire allant du pôle Nord aux ZEE du Canada et du Groenland (Hossain, 2021). Cette délimitation russe actualisée est le résultat d'efforts de collecte de données géologiques depuis 2015, découlant de l'intérêt de longue date de la Russie pour les fonds marins de l'Arctique (Breum, 2021)<sup>5</sup>.



### L'évolution territoriale des revendications soumises par la Russie dans l'Arctique Central

Source : IBRU, Centre for Borders Research (a), 2021)



28. La revendication soumise en 2014 par le Danemark s'étend de la ZEE au large du nord du Groenland jusqu'à la ZEE russe en passant par le pôle Nord, tandis que celle soumise en 2019 du Canada revendique une zone allant de sa ZEE au pôle Nord (Hossain, 2021). Les revendications canadiennes, danoises et russes qui se chevauchent sont clairement indiquées sur la carte ci-dessous.

<sup>5</sup> Notamment mise en scène par l'implantation sous-marine d'un drapeau russe à l'emplacement du Pôle Nord en 2007.

29. Jusqu'à présent, le processus de délimitation a été coopératif et conforme au droit international (Overfield, 2021). Dans la déclaration d'Ilulissat de 2008, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la Norvège et la Russie ont exprimé leur volonté de résoudre ce différend par le biais de la CLPC, atténuant ainsi les inquiétudes quant à d'éventuels futurs conflits (Overfield, 2020 ; Hermann et Raspotnik, 2019). Cela a été réitéré par les États côtiers de l'Arctique en 2018, à l'occasion du dixième anniversaire de la déclaration.



### Soumissions de revendications du plateau continental dans l'océan arctique central

Source: IBRU - Centre for Borders Research (b), 2021)

## D. L'ESSOR DU TOURISME DANS L'ARCTIQUE

30. L'accès élargi à l'Arctique change également le profil du tourisme dans la région. Une étude récente a révélé une multiplication par quatre du tourisme estival et une augmentation de 600 % du tourisme hivernal dans l'Arctique entre 2006 et 2016 (Runge, et al., 2020). Cet essor touristique a été facilité par une plus grande accessibilité grâce au réchauffement des températures et à la fonte de la calotte glaciaire, ainsi que par une demande accrue pour ce que l'on appelle le « tourisme d'extinction » (D'Aprile, 2018). Un tel volume de trafic maritime et d'escales risque de causer des dommages potentiellement importants à un écosystème régional déjà fragile (Runge, et al., 2020). En outre, le tourisme a un impact sur les communautés autochtones, les obligeant à s'adapter aux flux entrants de personnes, ainsi qu'à adapter la façon dont les villes et les ports sont repensés et modernisés dans la région (Ren et Chimirri, 2018).

31. L'industrie des croisières dans l'Arctique est en pleine croissance dans l'ensemble des régions circumpolaires. Le premier voyage de croisière traversant le passage du Nord-Ouest dans l'océan Arctique a eu lieu en 2017 (D'Aprile, 2018). L'Alaska, le Canada, le Groenland, l'Islande, la Norvège et la Russie enregistrent tous un nombre record de navires passant dans leurs eaux et accostant dans les ports d'escale de l'Arctique. *Cruise Northern Norway and Svalbard* a ainsi enregistré 150 000 croisiéristes en 2018, soit une hausse de 16 % par rapport à 2017 (Quinn, 2019). L'industrie des croisières dans l'Arctique a toutefois été particulièrement touchée par les restrictions de voyage liées à la pandémie de Covid-19, de nombreuses entreprises touristiques tentant désespérément de vendre des actifs (Staalesen, 2021b). L'industrie devrait cependant retrouver des perspectives de croissance élevées à la faveur de la reprise du tourisme après la pandémie.

32. Or, les navires de croisière d'aujourd'hui sont généralement équipés pour naviguer dans les Caraïbes ou les fjords norvégiens, et non dans les hautes mers de l'Arctique ; ceci crée des risques supplémentaires, les navires passant souvent près des icebergs à la demande des touristes (D'Aprile, 2018). Les experts régionaux notent avec inquiétude la possibilité que de tels volumes élevés de tourisme puissent surcharger les capacités de R-S (recherche et sauvetage), déjà mises à rude épreuve dans la région.

## E. ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE SAUVETAGE

33. L'augmentation du nombre de navires naviguant dans la région s'accompagne d'une augmentation parallèle du nombre d'incidents. Ainsi, depuis 2009, entre 40 et 70 accidents de navires ont été enregistrés chaque année dans les eaux arctiques (O'Rourke, 2021). Un incident au cours duquel un navire de croisière a connu une panne de moteur au large de la côte ouest de la Norvège à cause de mauvaises conditions météorologiques sert de rappel quant à la complexité des interventions R-S. Les 1 373 personnes à bord ont dû être secourues par hélicoptère, la situation ne permettant pas l'utilisation de canots de sauvetage ni de remorqueurs (Quinn, 2019). Cette situation est révélatrice, car les longues distances et le mauvais temps, associés à un mauvais réseau de communication et à un manque général d'infrastructures à mesure que les navires se dirigent vers le nord, rendent les interventions de R-S (Recherche et Sauvetage, ou SAR pour *Search and Rescue* en anglais) en Arctique particulièrement complexes (O'Rourke, 2021). Il est donc essentiel que les États de l'Arctique coopèrent de manière efficace et compétente dans ce domaine. Au cours des dernières décennies, la coopération en matière de R-S entre tous les États de l'Arctique est devenue un moyen important d'établir une interopérabilité nécessaire à la réussite des opérations de R-S et de favoriser la confiance et le dialogue sur les questions cruciales de l'Arctique.

34. Deux accords juridiques, tous deux fondés sur la Convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritimes, réglementent les activités de R-S dans l'Arctique. L'Accord de coopération en matière de recherche et de sauvetage aéronautique et maritime dans l'Arctique, conclu en 2011 entre les États membres du Conseil de l'Arctique, est un traité juridiquement

contraignant qui formalise le devoir des États membres de « promouvoir la mise en place, l'exploitation et le maintien de capacités de R-S adéquates et efficaces » et d'intervenir dans des zones territoriales définies<sup>6</sup> (Sydnes, 2017). L'accord a permis la création de procédures pour les demandes de R-S, le passage des frontières et le partage d'informations (Sydnes, 2017). La coopération entre les États membres se fait au niveau d'un groupe de travail dédié du Conseil de l'Arctique, appelé *Emergency Preparedness, Prevention and Response* (EPPR), ainsi que par le biais d'un groupe d'experts en R-S depuis 2015 (Sydnes, 2017). Des exercices conjoints sont organisés pour faciliter la collaboration pendant les opérations.

35. L'accord de R-S de Barents est un accord bilatéral entre la Norvège et la Russie, établi en 1995. Officialisant la collaboration norvégienne et russe dans la région de Barents en vigueur depuis 1956, il établit des procédures pour « la demande d'assistance en R-S, le passage des frontières et le partage d'informations entre les parties », et prévoit l'exercice annuel *Barents*, permettant des contacts réguliers et efficaces entre les autorités de R-S des deux pays (Sydnes, 2017 ; Nilsen (a), 2021). Bien que plus limité en termes de portée et de nombre d'acteurs, l'accord de R-S de Barents donne lieu à des échanges plus réguliers que l'accord de R-S dans l'Arctique (Sydnes, 2017).

36. En 2019, la Norvège a lancé un projet de 5 ans, l'*Arctic Security and Emergency Preparedness Network* (ARCSAR), avec un financement du programme Horizon 2020 de l'UE. Cette initiative, axée sur la recherche et le sauvetage dans l'Arctique, vise à établir un vaste réseau de coopération internationale pour la région s'étendant au-delà des États arctiques (Finne, 2019). ARCSAR se concentre également sur la gestion des catastrophes liées aux déversements d'hydrocarbures, qui constitue une responsabilité croissante pour les autorités de R-S dans l'Arctique, l'exploitation des ressources naturelles dans la région étant appelée à se développer (Finne, 2019 ; Nilsen (a), 2021).

#### **IV. LES AMBITIONS GRANDISSANTES EN ARCTIQUE DE LA PART DES RIVAUX DES ALLIÉS**

37. Les nouvelles potentialités de l'Arctique au XXI<sup>e</sup> siècle suscitent un regain d'attention et de nouveaux investissements (économiques et militaires) de la part des pays arctiques et d'un nombre grandissant de pays non arctiques

38. En raison de l'attention croissante portée à l'Arctique qui, en dépit de sa taille, a le potentiel voulu pour jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale, la réputation de la région en tant que zone de coopération pacifique et pragmatique à la faveur d'un environnement à la fois fragile et hostile sera mise à épreuve. Les sections suivantes présentent les nouveaux investissements et les nouvelles activités des principaux acteurs.

##### **A. RUSSIE**

39. Les investissements dans l'Arctique russe ont nettement diminué à l'issue de la guerre froide. La Russie a recommencé à s'intéresser militairement à la région à la fin des années 2000 mais sans que cela ne se traduise par une reprise de ses investissements. Ainsi, pendant des décennies, l'Arctique russe s'est trouvé en situation de sous-financement chronique et de faiblesse structurelle. Le regain d'intérêt de la Russie est récent mais par rapport aux autres pays arctiques, c'est bel et bien ce pays qui a pris les mesures les plus significatives ces dernières années pour développer la région à la fois sur le plan économique et militaire.

<sup>6</sup> Ces frontières sont définies par la Convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritimes (SAR).

## 1. L'Arctique perçu comme garant du développement futur et de la position internationale de la Russie dans le domaine économique

40. En mai 2018, Vladimir Poutine a annoncé une série de 12 « projets nationaux » visant à moderniser et donner un nouveau souffle à l'économie et à la société russes. Parmi eux, l'un a pour ambition de stimuler le volume de marchandises transitant par la RMN à 80 millions de tonnes à l'horizon 2024 (Staalesen, 2018a). Cela représente près de huit fois le volume de marchandises qui transitaient par cette route l'année ayant précédé cette annonce.

41. Bien que les spécialistes, et même les hauts responsables du gouvernement russe, soient de plus en plus sceptiques quant à la capacité de la Russie à atteindre ce but, cette ambition affichée dans le décret de mai 2018 est venue encore décupler l'attention déjà grandissante que les entreprises et le gouvernement russes portent au développement de l'Arctique (Moe, 2020 ; Staalesen, 2020a). En décembre 2018, le ministre russe des ressources naturelles Dmitry Kobytkin a annoncé des projets visant à investir 5,5 billions de roubles (soit environ 61 milliards d'euros ou 75 milliards de dollars) dans le développement de l'infrastructure et des ressources naturelles de la région, notant que cette somme devrait être presque multipliée par trois pour atteindre 13,5 billions de roubles d'ici à 2050 (Staalesen, 2018b). Seule une fraction de cette somme sera allouée par le gouvernement, le reste proviendra du secteur privé russe.

42. L'attrait représenté par les ressources naturelles de l'Arctique est un puissant facteur incitatif pour les entreprises russes, sachant que l'Arctique représente 10 % du PIB et 20 % des exportations totales de la Russie (Novy Ivestia, 2019). L'Arctique russe couvre aujourd'hui plus de 90 % des réserves de gaz naturel du pays et environ 17 % de sa production de pétrole (Kluge et Paul, 2020). Mais les réserves inexploitées recèlent encore un potentiel beaucoup plus grand.<sup>7</sup> Dès lors, Rosatom, Novatek, Rosneft, Gazprom, Nornickel et d'autres encore investiront les fonds nécessaires pour permettre au gouvernement de réaliser son ambitieux plan de développement de l'Arctique en vue de bénéficier et tirer profit des énormes réserves de gaz, de pétrole, de nickel, de cuivre et de charbon de la région (Staalesen, 2018 ; Kluge et Paul, 2020).

43. Toujours selon l'ancien premier ministre, M. Medvedev, le développement le long de la RMN consistera essentiellement à « ancrer » des projets devant permettre une utilisation de cette route tout au long de l'année, comme disposer d'installations portuaires modernes pour le stockage et le transfert du pétrole et du gaz, connecter les routes aux sites d'extraction, etc. Mais des experts font remarquer que les projets d'investissement dans l'Arctique russe se heurtent à tout une série de sérieux obstacles, dont le changement climatique et les sanctions internationales en cours (Kluge et Paul, 2020).

44. Avec la fonte du permafrost dans la région provoquée par la hausse des températures, les spécialistes estiment que 70 % de l'infrastructure existante devra être mise à niveau/reconstruite pour répondre au nouvel environnement. Par ailleurs, l'attrait représenté par la prospection pétrolière et gazière offshore dans l'Arctique est entravé par le manque d'accès aux technologies nécessaires en raison des sanctions occidentales en cours contre la Russie (Kluge et Paul, 2020). Les capitaux indispensables qui permettraient de relier les ports d'Ouest en Est manquent, semble-t-il, encore à l'appel. Si certains investissements importants ont été réalisés (ou promis) par des entreprises chinoises, la Russie rechigne à permettre à la Chine d'exercer une trop grande influence sur ses entreprises dans l'Arctique (Hsiung, 2020 ; Pincus, 2020 ; Sun, 2018).

---

<sup>7</sup> Par exemple, l'ancien premier ministre Dimitri Medvedev a indiqué qu'à eux seuls les deux projets de liquéfaction du gaz naturel (GNL) de Novatek, les projets *Yamal LNG* et *Arctic LNG-2*, apporteront 30 milliards de dollars supplémentaires (et fort nécessaires) en devise étrangère dans les caisses de Moscou et ajouteront 40 millions de tonnes au volume de marchandises transitant chaque année par la RMN (Voir Staalesen, 2018b).



45. Compte tenu des changements provoqués par le rapide réchauffement de l'Arctique, la Russie a cherché à renforcer son contrôle de droit et de fait sur la RMN au cours des dernières années. En décembre 2017, le parlement russe a adopté une loi limitant aux navires portant le pavillon russe la possibilité de charger du charbon, du pétrole et du gaz naturel dans les ports de la RMN (*Maritime Executive*, 2019). En avril 2019, Moscou a annoncé qu'elle essaierait de renforcer son contrôle sur la RMN, déclarant que les navires étrangers qui avaient l'intention de traverser cette route en passant par la zone économique exclusive (ZEE) de la Russie devraient déclarer leurs intentions de transit au moins 45 jours à l'avance, accepter un pilote russe à bord de leur navire durant la traversée et payer des droits plus élevés (Ilyushina, 2019).

## 2. Un réinvestissement militaire conséquent

46. Le 6 mars 2020, la Russie a publié sa stratégie pour l'Arctique à l'horizon 2035 : *Les principes fondamentaux de la politique nationale de la Fédération de Russie dans l'Arctique à l'horizon 2035* (Principes fondamentaux 2035). Ce document définit les intérêts et les objectifs de la Russie pour la région arctique, avec les manières et moyens d'y parvenir. Les principes fondamentaux 2035 se distinguent de l'édition 2008 (Principes fondamentaux 2020) sur deux points essentiels : Ils soulignent la nécessité de garantir la « souveraineté et l'intégrité territoriale » de la Russie et ils inscrivent l'objectif de développement de la RMN « en tant que corridor de transport national compétitif au niveau mondial » (Klimenko, 2020).

47. Si le second principe n'est guère surprenant compte tenu du décret signé par Vladimir Poutine en 2018, le fait de souligner la nécessité de garantir l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Russie montre bien que le pays est préoccupé par le fait qu'il y ait une nouvelle frontière ouverte à défendre. Alors que l'Arctique devient toujours plus accessible et, à supposer que la Russie réussisse à développer la RMN, elle exposera sans nul doute son flanc Arctique à une menace potentielle plus grande. Par ailleurs, les principes fondamentaux 2035 soulignent la perception d'un risque de conflit croissant dans l'Arctique pour motiver le besoin d'expansion permanente accrue de la présence militaire de la Russie dans cette région.

48. La doctrine navale russe de 2017 affiche clairement la volonté de faire du pays une puissance navale moderne, capable d'imposer sa domination dans l'Arctique et sa projection de puissance dans l'Atlantique et le Pacifique, avec un accès aux deux océans garanti par la RMN, laquelle doit donc être équipée de systèmes de défense modernes ainsi que d'une infrastructure d'échange de marchandises mise à niveau pour satisfaire à ce double objectif (Gorenburg, 2017). C'est la flotte du Nord qui supervise la sécurité de la région et qui est responsable de la majeure partie de l'Arctique russe (y compris le littoral et la RMN).

49. La flotte du Nord a été rehaussée au statut de district militaire au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (Humpert, 2021). Depuis 2014, la flotte du Nord opère en tant que commandement stratégique conjoint (dans le district ouest) doté de responsabilités géographiques (Arctique), et ses capacités de forces aériennes et terrestres ont été renforcées (IISS, 2015). Les moyens des forces aériennes et de défense aérienne ont été regroupés au sein de la 45<sup>e</sup> armée de l'air et de défense aérienne en 2015, sous le commandement plus large de la flotte du Nord. Ses différentes composantes – navales, aériennes et terrestres (forces spéciales) – ont largement participé à l'intervention de la Russie en Syrie en vue de tester à la fois leurs nouveaux équipements et l'interopérabilité de leurs forces (Staalesen, 2019a).

50. Comme mentionné dans le rapport général 2020 de la commission de la défense et de la sécurité sur [la modernisation des forces armées russes](#), la flotte du Nord a été un bénéficiaire majeur du financement accordé dans le cadre du programme d'armement de l'État (GPV) 2020 aux fins de modernisation des forces navales russes (AP-OTAN, 2020a). La modernisation s'est surtout traduite par l'acquisition de nouveaux sous-marins. Le nouveau SNLE *Borei-II*, par exemple, a été livré en 2020, tandis que le sous-marin d'attaque *Akula II* reprenait du service au cours de la même période. Par ailleurs, le sous-marin nucléaire d'attaque polyvalent le plus sophistiqué de la marine russe du type Yasen-M, le *Kazan*, a démarré ses exercices en mer fin

2020 en rejoignant le *Severodvinsk*, (Nilsen, 2021 ; Novichkov, 2021). Les spécialistes expliquent que le *Kazan* sera déployé et équipé des versions mer des missiles de croisière *Kalibr* et *Oniks*, des nouveaux missiles de croisière hypersoniques *Zirkon* ainsi que de torpilles et de missiles sol-air (Nilsen, 2021). La flotte du Nord se targue en outre de posséder le *Belgoro*, de la classe Oscar II, le plus grand sous-marin au monde, qui serait capable de porter le drone autonome longue portée à tête nucléaire *Poseidon*, actuellement en projet, de déposer des réacteurs nucléaires sur les fonds marins et de servir de plateforme de lancement au submersible de recherche *Losharik* (Nilsen, 2019). Le *Poseidon* serait déjà en cours d'essai dans l'Arctique (Walsh, 2021).

51. Pour défendre ses intérêts grandissants dans l'Arctique et réaliser ses ambitions de défense navale, la Russie s'emploie également, dans le cadre d'une initiative concertée, à y mettre à niveau son infrastructure militaire. Environ 50 anciens avant-postes datant de l'ère soviétique ont été rouverts et/ou modernisés ces dernières années (Kluge et Paul, 2020 ; Melino et Conley, 2020). La Russie affirme par ailleurs avoir construit 475 nouvelles installations militaires dans l'Arctique russe depuis 2012 (Tass, 2019). Ces investissements ont notamment été réalisés dans des bases, des stations d'écoute et radars ainsi que dans des ports de mer. En février 2021, la Russie a fait part de son intention de construire davantage de nouvelles bases militaires le long de sa frontière arctique septentrionale, se disant préoccupée de la présence accrue d'Alliés « le long des frontières russes » (AFP, 2021).

52. Les investissements de la Russie dans l'infrastructure militaire s'étendent à tout son Arctique européen, les plus importants se situant dans la péninsule de Kola jusqu'à Novaya Zemlya. Tiksi, ainsi que les îles Kotelný et Wrangel, sont des points focaux essentiels pour le débouché de l'Arctique russe dans le Pacifique. Dans ces bras de mer et ces îles, la Russie a reconstruit son concept de défense des bastions en installant des systèmes de défense aérienne avancés (S-300, 350, 400) et des radars modernisés (Sopka-2) (Kluge et Paul, 2020 ; Melino et Conley, 2020). La Russie a également stationné trois radars Rezonans-N dans ses régions arctiques ; deux actifs dans la péninsule de Kola et un autre à Novaya Zemlya, qui devrait être prêt au combat à l'été 2021 (Ong, 2021). Le radar Rezonans est conçu pour contrer les menaces de missiles hypersoniques, étant capable de détecter des cibles à une vitesse allant jusqu'à Mach 20 et d'acquérir des cibles à 600 km - avec une portée de 1 200 km pour les missiles balistiques à une altitude de 100 km (Ong, 2021). Les côtes sont également équipées de Pantsir-SA-22 et de systèmes de missiles Bastion-P K-300P. Il a récemment été signalé que la Russie a déployé (à titre d'essai) l'intercepteur supersonique Mig-31BM sur sa base aérienne militaire la plus septentrionale (Rogachovo) sur l'île de Novaya Zemlya, à plus de 800 km au nord-est de la péninsule de Kola, qui divise la mer de Barents et la mer de Kara (Staalesen, 2021a). L'architecture de défense stratifiée et polyvalente de la Russie dans l'Arctique correspond à la définition occidentale d'un système A2/AD avancé (Melino et Conley, 2020).

53. La Russie a également accru ses capacités de déglacage pour garantir un accès toute l'année à ses zones de l'Arctique les plus reculées, en investissant dans de nouveaux brise-glaces à propulsion nucléaire. La flotte russe compte déjà quelque 40 brise-glaces actifs et il est question de projets visant à en construire 13 autres extrêmement puissants (dont 9 à propulsion nucléaire) à l'horizon 2035 (Reuters, 2019). Les États-Unis, eux, bien qu'ils projettent d'investir davantage, ne disposent que de deux brise-glaces opérationnels (l'un très puissant, l'autre de puissance moyenne). La Chine, quant à elle, en aura bientôt trois : l'un dont Pékin a fait l'acquisition, le deuxième construit dans le pays et le troisième qui sera un modèle à propulsion nucléaire que les Chinois voudraient construire à brève échéance (Rodman, 2019 ; O'Rourke, 2021).

### **3. Activité militaire accrue et politique de la corde raide**

54. Comme l'ont fait remarquer des experts de l'OTAN à l'intention des membres de la DSC lors d'une visite en Norvège en 2015, l'activité militaire de la Russie dans l'Arctique a sérieusement repris aux alentours de 2006, comme en a attesté l'augmentation du nombre de sorties effectuées par ses forces aériennes et de ses activités navales. Mais les intervenants avaient alors néanmoins souligné que, jusqu'en 2014, les sorties d'avions de chasse russes dans l'Arctique ne



représentaient que 10 % environ de l'activité militaire russe enregistrée dans la région durant la guerre froide.

55. L'ampleur et la portée des démonstrations de force et des exercices de l'armée russe ainsi que l'étendue de sa présence dans l'Arctique ont évolué après 2014. Des chasseurs *Su-27* et des bombardiers *Tu-22M* ont par exemple procédé début 2014 à des simulations d'attaque contre la Pologne, les pays baltes et la Suède. Des sous-marins russes ont aussi perturbé un exercice de l'OTAN dans le Grand Nord tandis qu'en octobre 2019, dix sous-marins russes ont descendu la côte norvégienne jusqu'à l'Atlantique Nord au cours de la plus vaste opération sous-marine jamais observée depuis la guerre froide (Kluge et Paul, 2020).

56. Moscou a par ailleurs multiplié les exercices militaires dans l'Arctique. En 2015 s'est déroulé un exercice « surprise » d'une ampleur inédite, faisant intervenir une importante composante arctique avec le déploiement de 40 000 soldats, 100 avions, 40 navires et 15 sous-marins, et au cours duquel des manœuvres complexes ont eu lieu impliquant un groupe aéronaval avec porte-avions lourd, des chasseurs, des bombardiers et des avions de patrouille maritime pour couvrir une opération de largage de grande ampleur au-dessus de l'archipel François-Joseph. Les exercices stratégiques annuels de la Russie ont gagné en ampleur et en portée au cours des dix dernières années et intégré un nombre toujours plus grand de composantes arctiques. Lors de l'exercice *Vostok 2018* en particulier et, dans une certaine mesure aussi, lors de l'exercice *Tsentr 2019*, Moscou a testé l'interopérabilité de ses équipements et de ses services dans l'Arctique en vue de prouver sa capacité à défendre les investissements croissants opérés dans la région, le long de la route maritime du Nord. Par ailleurs, l'exercice naval russe *Ocean Shield* a gagné en importance et en complexité ces dernières années et s'est surtout attaché à démontrer les nouvelles capacités militaires de la Russie dans l'Arctique. Avec l'exercice *Ocean Shield 2019*, qui peut être considéré comme une réponse directe de la Russie à l'exercice *Trident Juncture 2018* de l'OTAN et pour lequel ont été mobilisés 30 navires militaires russes (bâtiments de surface, sous-marins et navires de ravitaillement), la Russie s'est lancée dans une démonstration complexe de la capacité de la marine russe moderne à bloquer l'accès de l'OTAN aux mers Baltique, du Nord et de Norvège (Staalesen, 2019). Durant l'exercice *Umka-21*, en mars 2021, trois sous-marins nucléaires balistiques russes ont fait surface simultanément en brisant une glace de 1,5 mètre d'épaisseur, à 300 mètres les uns des autres, dans le cadre d'un exercice - cette manœuvre extrêmement difficile et sophistiquée se voulait une démonstration des prouesses militaires croissantes de la Russie dans l'Arctique (Reuters, 2021a). La Russie prévoit également d'organiser des exercices dans la région avec ses avions de chasse *Su-34* et *Su-35*, ainsi que les avions amphibies *B-200*, afin de tester leurs capacités dans des environnements froids (Bratersky, 2021).

57. Ces quelques exemples illustrent une politique russe de la « corde raide » de plus en plus tendue, mais il convient de relever aussi la notification systématique des exercices. Comme l'a fait observer un commandant de l'armée de l'air norvégienne devant une délégation de la DSC en 2015, la qualité de l'activité militaire de la Russie dans l'Arctique ne cesse de s'améliorer. Les forces aériennes et navales sont capables de fonctionner en plus grandes formations et d'exécuter des tâches plus complexes sur des routes plus longues et plus périlleuses. Les Alliés sont préoccupés par le fait que l'amélioration de la puissance de feu et de la manœuvrabilité des forces russes dans l'Arctique réduise le délai d'alerte et complique l'analyse de la menace.

## B. CHINE

58. En 2018, la publication par la Chine de sa politique arctique a suscité des interrogations. La Chine s'y présente comme un pays « proche » ou « presque » Arctique et considère l'ouverture des routes de transit comme des voies de communication maritimes supplémentaires dans le cadre de son initiative de la nouvelle route de la soie, appelée en l'occurrence la « route de la soie polaire », et pour laquelle un plan économique de base est énoncé dans ce document (Conseil des affaires de l'État de la RPC, 2018). Ce document politique aborde essentiellement les questions de protection économique et environnementale et de coopération internationale dans la région ; la

question d'une expansion militaire chinoise dans l'Arctique pour y protéger de potentiels intérêts futurs est éludée (Sengupta, 2019; Pincus, 2018).

59. La Chine s'est employée à trouver des partenaires d'investissement dans presque chaque pays arctique. Elle cherche les moyens de prendre part au développement de la RMN par la Russie, pour mettre ainsi un pied dans la porte. La *China's National Petroleum Corporation* (CNPC) a d'ores et déjà acquis une participation de 20 % dans le projet de gaz naturel liquéfié Yamal Peninsula LNG 1. En avril 2019, la CNPC et la *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) ont chacune acheté une participation de 10 % dans le projet Yamal Arctic LNG 2. La Banque d'exportation et d'importation de Chine et la Banque de développement de Chine auraient également prêté l'équivalent de 11 milliards USD à la Russie (Wishnick, 2021). Pékin se préparerait de plus à soutenir d'autres efforts dans les secteurs pétrolier, gazier et minier le long de la route (Sengupta et Meyers, 2019). La Chine s'efforce d'étendre son exploitation de minéraux de terres rares au Groenland. La Chine promeut aussi activement les activités de recherche en Islande et en Norvège (Eiterjord, 2019 ; Lino, 2020).

60. Une RMN libérée des glaces et ouverte à la Chine représenterait un atout économique. La distance séparant Shanghai des ports allemands est plus courte de 4 600 km en passant par la RMN que par le canal de Suez (Lino, 2020). La perspective d'avoir la capacité d'augmenter sa participation à toute la série de projets visant à développer l'exploitation des ressources naturelles dans les tréfonds de l'Arctique représente également un attrait pour Pékin. Enfin, dans la colonne d'eau réside un important potentiel de constitution de nouveaux stocks de poissons, attractifs pour une Chine qui consomme davantage de poisson que n'importe quel autre pays au monde et doit s'éloigner de plus en plus de ses propres côtes pour pêcher à cause de la pollution et de l'épuisement des ressources dû à la surpêche (Hoag, 2016).

61. Jusqu'à présent, l'activité militaire de la Chine dans l'Arctique est restée assez limitée. L'exercice sino-russe conjoint organisé dans l'Arctique, rendu public récemment par la garde côtière des États-Unis (voir ci-après), reste une exception (Larter, 2020). Nombre de spécialistes pensent que l'intensification des activités scientifiques menées par la Chine dans la région, en plus de son intérêt évident à asseoir sa présence économique par le biais de toute une série d'activités d'investissement – depuis des investissements dans des ports de la RMN jusqu'à l'achat de titres miniers ou la réalisation d'opérations – relève d'une initiative exploratoire visant à obtenir une image plus précise dans le cadre d'un potentiel futur déploiement naval dans la région (Pincus et Berbrick, 2018).

## **V. UN GRAND NORD REDEVENU UN SUJET D'ATTENTION POUR L'OTAN ET LES ALLIÉS**

### **A. L'ÉVOLUTION PRUDENTE DE L'APPROCHE DE L'OTAN**

62. Si le littoral arctique de la Russie représente un peu plus de 50 % de l'ensemble du littoral de l'océan Arctique, le reste appartient à des pays membres ou partenaires de l'OTAN. En effet, cinq des huit pays labellisés arctiques sont membres de l'OTAN (Canada, Danemark, Islande, Norvège et États-Unis) et deux (Finlande et Suède) sont des partenaires bénéficiant du programme « nouvelles opportunités ». Dès lors, l'Alliance a un intérêt indéniable de sécurité dans le Grand Nord.

63. Comme déjà mentionné, l'Alliance a maintenu une présence active et vigilante dans l'Arctique tout au long de la guerre froide. Cette présence a surtout été maintenue active par les pays arctiques de l'Alliance eux-mêmes, mais de nombreux autres pays non arctiques ont participé à des activités de l'Alliance dans le Grand Nord, allant d'exercices jusqu'à des patrouilles de

surveillance. La persistance de points de vue divergents<sup>8</sup> au sein des Alliés sur le rôle exact que l'OTAN devrait jouer dans l'Arctique empêche tout consensus politique. Néanmoins, un point de vue s'est imposé au fil du temps, selon lequel les pays arctiques de l'OTAN sont en tête de file, voire agissent seuls, lorsque des activités de l'OTAN sont menées dans cette région, et ce point de vue-là continue de prévaloir.

64. La large omission de la mention de cette région dans la plupart des documents et déclarations officiels découle de l'absence de consensus au sein des Alliés sur le rôle de l'OTAN dans l'Arctique. Il n'existe pas de concept de sécurité officiel de l'Alliance dans son ensemble pour la région. Toutefois, l'Alliance a toujours maintenu une présence dans le Grand Nord, sans que la limite « Nord » ne soit clairement définie. Pour des raisons pratiques donc, l'Arctique du SACEUR (Bureau du Commandant suprême des Forces alliées en Europe) se termine là où commence l'Arctique du NORAD (Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord).

65. Ces dernières années néanmoins et en réaction au regain d'activités militaires russes, notamment après 2014, mentionnées précédemment, les Alliés et leurs partenaires dans la région ont été contraints de revoir leurs priorités stratégiques dans l'Arctique. L'un des documents d'orientation stratégique produit par l'OTAN (*Strategic Foresight Analysis*) souligne les évolutions rapides dans l'Arctique et vise à orienter l'action de l'Alliance au regard des évolutions stratégiques. Comme l'a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, devant les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à la session annuelle de 2015 en Norvège, « Le Grand Nord est important pour l'ensemble des pays de l'OTAN, c'est notre flanc Nord commun... Nous devons comprendre que la posture de la Russie change dans cette zone » (AP-OTAN, 2015). L'intérêt croissant porté à l'Arctique par des pays non arctiques et le regain d'activités exploratoires menées par la Chine ont encore complexifié l'environnement de sécurité de la région (Sengupta, 2019).

66. Parallèlement à l'importante adaptation de la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN depuis 2014, plus particulièrement en Europe, l'Alliance aussi a pris des mesures pour augmenter ses capacités de défense dans l'Atlantique Nord. Le commandement interarmées de Norfolk a été officiellement installé lors du sommet de 2018 à Bruxelles. Il a pour mission de superviser la protection des voies de communication transatlantiques ainsi que les activités de lutte anti-sous-marine de l'Alliance. Cela montre qu'une attention stratégique renouvelée est accordée aux menaces susceptibles de venir du Grand Nord pour perturber la liberté de manœuvre des Alliés dans l'Atlantique Nord. Cette même année, l'Alliance a organisé *Trident Juncture 2018*, son plus grand exercice depuis la guerre froide, mobilisant des moyens aériens, terrestres et maritimes transatlantiques dans le cadre d'un scénario complexe de grande envergure visant particulièrement à mettre à l'épreuve les plans de renforcement concernant la Norvège en cas de crise. L'Islande, la Finlande et la Suède ont également été les hôtes de TRJE18.

67. En octobre 2020, l'OTAN a annoncé l'établissement d'un mémorandum d'entente entre le Commandement maritime allié (MARCOM) et le Commandement conjoint de l'Arctique (JACO) pour aider à compléter l'image du passage GIUK du SACEUR. JACO a pour mission de surveiller la zone autour des îles Féroé et du Groenland et d'assurer leur souveraineté et leur défense militaire. Comme le souligne le MARCOM de l'OTAN, la zone de responsabilité du JACO est vaste, elle s'étend « des îles Féroé jusqu'à la mer du Groenland et de la mer Arctique jusqu'au Nord, et du détroit du Danemark et de la mer d'Irminger au détroit de Davis et à la Baie de Baffin » (MARCOM, 2020).

68. Au sommet de l'OTAN à Bruxelles, le 14 juin 2021, les Alliés ont indiqué qu'ils maintiendraient une approche collaborative pour préserver leurs intérêts de sécurité et ceux des

<sup>8</sup> Même le fait d'utiliser les deux termes simultanément, OTAN et Arctique, a incité certains pays arctiques de l'OTAN à plaider pour que la région soit tout simplement désignée par « Grand Nord ».

partenaires concernant les développements dans le Grand Nord. Comme le note clairement le communiqué du sommet :

« *Dans le Grand Nord, nous continuerons de mener les activités requises, de manière calibrée et coordonnée, à l'appui des intérêts de sécurité de l'Alliance. Nous nous emploierons à renforcer la coopération avec les partenaires concernés qui partagent les mêmes conceptions, au service des objectifs de dissuasion et de défense agréés de l'OTAN, conformément aux décisions, politiques et procédures de l'OTAN, comme il conviendra, et eu égard aux incidences politiques (OTAN, 2021) ».*

## **B. LE RÔLE SPÉCIFIQUE DES ALLIÉS ET PARTENAIRES**

### **1. Les Alliés et partenaires nordiques**

69. En avril 2015, les ministres de la défense du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède ont pris des mesures pour renforcer un partenariat de défense existant déjà de longue date, appelé Coopération nordique de défense (NORDEFECO), en décidant d'intensifier les exercices conjoints et les échanges de renseignements, ainsi qu'en mettant à niveau les équipements et en renforçant la coopération industrielle de défense (Bentzrød, 2015). En novembre 2018, les ministres de la défense de la NORDEFECO ont approuvé la « Vision 2025 », qui définit un ambitieux cadre politique pour une étroite coopération entre les pays du groupe en matière de défense (NORDEFECO, 2018). Le 23 septembre 2020, les ministres de la défense de la Finlande, de la Norvège et de la Suède ont signé un accord trilatéral considéré comme la première étape pratique sur la voie de la mise en œuvre des objectifs de la Vision 2025 (Staalesen, 2020).

70. À titre individuel, les Alliés et partenaires nordiques ont également pris des mesures en vue d'améliorer leurs capacités dans le Grand Nord ces dernières années. En effet, tous ont réalisé des investissements importants dans de nouveaux navires de surface et des sous-marins, des avions de patrouille maritime, des systèmes radars ainsi que des moyens spatiaux. Ces investissements prouvent le rôle que chaque pays cherche à jouer, non seulement afin de préserver la sécurité de l'espace transatlantique pour l'Alliance, mais également pour garantir une représentation très précise de la situation de l'Arctique en mutation. C'est ainsi que l'Islande a collaboré étroitement avec les États-Unis et ses Alliés nordiques afin que l'île devienne un point d'ancrage pour les avions de surveillance maritime de l'OTAN, comme le montrent les rénovations de terrains d'aviation effectuées récemment – par exemple celle de l'aéroport de Keflavik – , qu'elle permette le stockage prolongé de l'avion « chasseur de sous-marins » des Alliés, le *P-8 Poseidon* et partant, l'extension de la portée LASM (lutte anti-sous-marine) de l'Alliance. L'Islande et la Norvège ont également commencé à accueillir à tour de rôle l'exercice annuel *Dynamic Mongoose* du COMAR, un exercice LASM de l'OTAN. La Norvège accueillera l'édition 2022 de l'exercice *Cold Response* de l'OTAN, impliquant 40 000 soldats (Nilsen, 2021b).

71. La Norvège a contribué à l'expertise de guerre globale des Alliés dans le Nord au travers de ses installations avancées et de ses exercices d'entraînement coopératifs. En janvier 2016, le centre d'excellence pour les opérations par temps froid de l'OTAN a été couplé à l'École norvégienne de guerre hivernale, ce qui a permis à la Norvège de prendre la direction des entraînements par temps froid. Le pays accueille de nombreux exercices tout au long de l'année, destinés à aider les Alliés et leurs partenaires dans la préparation de leurs forces aériennes, terrestres et navales aux conditions hivernales du Nord. L'exercice *Trident Juncture 2018* a été le plus grand exercice du genre réalisé au cours de ces dernières décennies. La Norvège s'apprête par ailleurs à recevoir cinq nouveaux avions de patrouille maritime (MPA) P-8 et à remplacer sa flotte de sous-marins, qui viendront prêter main forte à la marine royale norvégienne dans sa vaste zone de responsabilité (AOR) mais qui doivent aussi aider les Alliés à comprendre l'environnement sécuritaire d'un Grand Nord en mutation.

72. En février 2021, le Danemark a annoncé qu'il procéderait à de nouveaux investissements substantiels, d'un montant de 1,5 milliard DKK (soit 240 millions USD), pour améliorer les capacités de défense du pays dans l'Arctique et l'Atlantique Nord (MDD, 2021). Ces investissements seront essentiellement consacrés aux capacités de surveillance haute technologie mais aussi à l'établissement d'une présence accrue ainsi qu'à l'organisation d'entraînements conjoints avec les îles Féroé et le Groenland. Le gros des investissements servira à l'installation d'un radar de surveillance aérienne aux îles Féroé, à l'acquisition d'aéronefs longue endurance pilotés à distance (RPA, drones) et de moyens spatiaux supplémentaires, autant d'équipements que les experts militaires et civils de la région estiment indispensables pour obtenir une représentation plus précise de l'Arctique (MDD, 2021). Comme l'a expliqué le gouvernement danois, ces nouveaux investissements se feront en coopération avec les États-Unis et d'autres pays alliés dans l'Arctique, « bien qu'ancrés dans l'OTAN » (MDD, 2021).

## 2. Les États-Unis et le Canada

73. Ces dernières années, les États-Unis ont clairement fait des activités dans le Grand Nord leur priorité stratégique. Depuis 2014, les forces américaines ont travaillé avec l'Islande pour développer des infrastructures et faciliter les déploiements pour la base aérienne de Keflavik en Islande et 330 soldats du corps américain des Marines ont été déployés par rotation dans le centre de la Norvège (pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale). En 2018, les États-Unis ont réactivé leur 2<sup>e</sup> flotte, en réponse à l'évolution de l'environnement de sécurité dans l'Atlantique et l'Arctique, en tant que bras de manœuvre capable d'exécuter des missions pour l'US NAVNORTH ou l'US NAVEUR.<sup>9</sup> Cette unité de guerre, qui mène des manœuvres à grande échelle dans l'océan, a considérablement modifié la posture des États-Unis dans l'Atlantique Nord et l'Arctique.<sup>10</sup> Ces deux dernières années, le département de la défense des États-Unis comme l'armée de l'air des États-Unis ainsi que, plus récemment, la marine et l'armée de terre des États-Unis ont tous publié de nouvelles stratégies pour l'Arctique.

74. Les États-Unis ont également renforcé leur coopération avec les Alliés et leurs partenaires dans l'Arctique. Ils se sont employés à renforcer leur coopération de défense avec la Suède et la Finlande en signant un accord de défense trilatéral en 2018 (Mehta, 2018). Un resserrement des liens commerciaux avec l'Islande et un renforcement de la coopération de défense avec le Danemark ont également suivi. Par ailleurs, les États-Unis ont intensifié leur présence sur des interventions de routine et au travers d'exercices menés dans le Grand Nord et l'Arctique ces dernières années comme par exemple, les activités annuelles suivantes : l'exercice *Dynamic Mongoose* au large des côtes d'Islande, l'opération *Nanook-Nunalivut* dans l'Atlantique Nord, au-dessus du cercle arctique ainsi que les exercices navals *Cold Response* et *Arctic Edge* (Marine des États-Unis, 2021). En outre, les États-Unis ont relancé *Northern Viking*, un exercice bilatéral États-Unis-Islande.

75. Le Canada a lui aussi investi dans une mise à niveau des capacités pour que ses forces puissent fonctionner efficacement dans le Grand Nord et pour pouvoir contribuer à la représentation globale de la situation dans cette région par l'Alliance. Les mesures les plus importantes ont sans doute été prises par la marine canadienne. Le gouvernement canadien a récemment choisi la frégate de type 26 optimisé pour la LASM pour remplacer la frégate de la classe *Halifax* et il s'est également engagé à mettre à niveau ses sous-marins de la classe *Victoria* (Alison, 2018). Les nouveaux navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique (AOPS) de la classe *Harry DeWolf* sont des navires de patrouille extracôtiers de pointe, capables de mener des

<sup>9</sup> La deuxième flotte avait été dissoute en 2011 afin de conserver des fonds pour l'acquisition de nouveaux navires au sein de la marine des États-Unis. Ses moyens avaient ensuite été regroupés sous l'égide plus large du commandement des forces de la flotte.

<sup>10</sup> Parmi les moyens considérables de cette unité, on citera notamment 26 sous-marins (6 SNLE et 20 sous-marins lanceurs de missiles de croisière), 4 porte-avions (CV), 18 destroyers (11 destroyers lance-missiles guidés DDGHM et 7 DDGM), 2 navires d'assaut amphibies (LHD), 3 quais de transport amphibies (LPD), and 5 ravitailleurs héli-plateforme (LSD) (Lewis, 2018).

opérations de longue durée dans les rudes conditions de l'Arctique et qui représentent l'ancrage de l'intensification de la présence du pays dans l'Arctique. Six navires armés ont été commandés pour la marine canadienne ainsi que deux versions non armées pour la garde côtière. Le premier navire a été livré en juillet 2020 (Canadian Navy, 2021).

76. Le système radar de détection lointaine placé sous le commandement conjoint américano-canadien pour la défense aérienne atmosphérique de l'Amérique du Nord, le système de détection nord (NWS) mentionné plus haut, arrivera en fin de cycle de vie en 2024. Des discussions sont en cours pour décider du nouveau système qui viendra le remplacer. Des propositions sur l'ampleur et la portée d'un nouveau système font actuellement l'objet de débats au niveau gouvernemental dans les deux pays ; les États-Unis et le Canada devront partager les frais de mise à niveau (répartis à hauteur de 60% et 40% respectivement), estimés entre 11 et 15 milliards USD (Brewster, 2021).

### 3. Les cas particuliers du Royaume-Uni et de la France

77. Le Royaume-Uni s'est employé à renforcer ses capacités maritimes et aéronavales afin d'être apte à répondre aux défis de l'Arctique du XXI<sup>e</sup> siècle. Ces dernières années, le Royaume-Uni s'est surtout attaché à renouveler ses forces navales - chargées de surveiller une portion essentielle du passage GIUK -, avec notamment l'acquisition de nouvelles capacités essentielles comme le navire de combat mondial de type 26 optimisé pour la lutte anti-sous-marine (LASM). Les nouveaux sous-marins de la classe *Astute* remplaceront les sous-marins de la classe *Trafalgar*, tandis que le pays acquerra aussi neuf chasseurs de sous-marins P-8 *Poseidon*. Le Royaume-Uni a par ailleurs intensifié ses exercices et sa présence dans le Grand Nord ces dernières années. Il a par exemple été le deuxième plus grand contributeur à l'exercice *Cold Response 2020* (directement après la Norvège), et s'est engagé dans des opérations de liberté de navigation aux côtés des États-Unis (mai 2020) et avec un avion danois, une frégate norvégienne et un destroyer américain dans la mer de Barents en septembre 2020 (Chuter, 2020).

78. Dotée de capacités maritimes et aéronavales performantes, la France déploie ses forces armées dans la zone de manière régulière, notamment lors d'exercices conjoints en milieu polaire. Elle avait ainsi déployé 2 700 militaires lors de l'exercice *Trident Juncture 18*. L'armée de l'air participe régulièrement à l'exercice *Arctic Challenge* organisé tous les deux ans par la Finlande, la Norvège et la Suède. L'armée de l'air est également présente pour des missions de police du ciel en Islande et en Finlande. Le *Rhône*, bâtiment de soutien et d'assistance métropolitain (BSAM), a été le premier navire militaire non russe à emprunter le passage du nord-est en parfaite autonomie en septembre 2018, permettant à la marine française d'accroître sa connaissance du milieu arctique ainsi que les coopérations avec les marines des pays de la zone (Canada, Danemark, États-Unis, Norvège).

### 4. Les autres Alliés

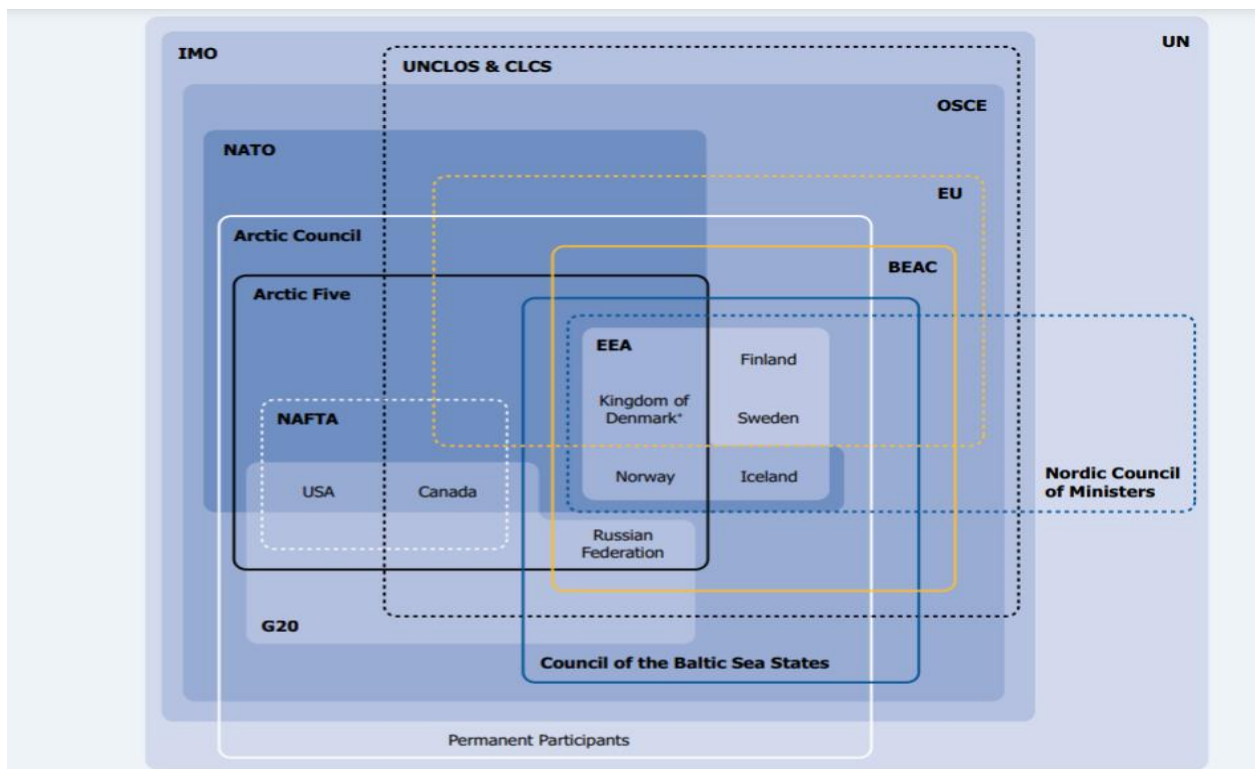
79. Des Alliés ont exprimé, depuis longtemps ou plus récemment, un intérêt pour le Grand Nord. « Ce qui se passe maintenant dans l'Arctique ne reste pas dans l'Arctique, la zone étant un amplificateur de ce qui arrive ailleurs » comme le notait début 2020 l'ambassadeur islandais Einar Gunnarsson, président du comité des hauts fonctionnaires du Conseil de l'Arctique (Berny, 2020). La Pologne est une nation engagée en Arctique, en particulier depuis son obtention du statut d'Observateur du Conseil de l'Arctique en 1996, dès la création de l'organisation. Elle y déploie son expertise scientifique dans plusieurs groupes de travail et autres *task forces*. La Pologne n'a pas encore publié de stratégie pour l'Arctique mais un document serait en préparation selon le représentant polonais au Conseil de l'Arctique (Taithe et al., 2020). En octobre 2013, le ministère des affaires étrangères allemand a présenté des « Directives pour une politique arctique allemande : Prendre des responsabilités, profiter des opportunités », dans lequel il reconnaît l'importance géopolitique, géoéconomique et géoécologique de cette région. En 2015, l'Italie a publié le premier document relatif à sa stratégie italienne pour l'Arctique, et trois ans plus tard, la commission des affaires étrangères de la Chambre des députés italienne a publié un

rapport final parlementaire sur la stratégie arctique italienne (Italie, 2021). Dans sa nouvelle Stratégie polaire publiée en mars 2021, le gouvernement néerlandais expose comment les Pays-Bas entendent continuer à contribuer à la protection des intérêts humains, de l'environnement, ainsi que de la sécurité et de la stabilité internationales. Le 14 novembre 2019, l'Estonie a annoncé sa candidature pour obtenir le statut d'État observateur au Conseil de l'Arctique. Premier pays balte à exprimer une telle demande, elle fonde sa candidature autour de trois piliers : la science, l'économie et la sécurité. Selon le ministre des affaires étrangères, Urmas Reinsalu, « En tant que pays non-arctique le plus au nord et en raison de sa localisation, l'Estonie est directement affectée par les enjeux géopolitiques croissants en Arctique, et c'est pourquoi nous devons être inclus dans les discussions et la résolution des problèmes » (Observatoire de l'Arctique, 2020). Bien que cette candidature n'ait finalement pas été retenue en mai dernier, celle-ci est une preuve manifeste de l'intérêt d'un nombre croissant d'États à se faire entendre sur l'avenir de cette région.

## VI. VOIES ET MOYENS DE COOPÉRATION EXISTANTS : LE RÔLE ESSENTIEL DU CONSEIL DE L'ARCTIQUE

80. Comme mentionné précédemment, la formation du Conseil de l'Arctique en 1996 a servi de point d'ancrage aux efforts déployés après la guerre froide pour permettre à l'Arctique de rester une zone de « coopération pacifique ». Le mandat du Conseil se caractérise par le fait que la sécurité militaire n'y est pas mentionnée, ce qui a permis de poursuivre la coopération malgré des tensions politiques entre les membres (Charron, 2020). Ainsi, la politique étrangère agressive de la Russie et le recours à la force en Ukraine en 2014 ne se sont pas révélés être un obstacle à la création du Forum des gardes côtières de l'Arctique en 2015 (Exner-Pirot et al., 2019). La présidence du Conseil tourne tous les deux ans.

81. Ce point d'ancrage se reflète particulièrement dans le schéma ci-après, qui met en évidence le caractère central du Conseil Arctique.



Source : *Arctic Policies and Strategies — Analysis, Synthesis, and Trends*, Lassi Heininen, Karen Everett, Barbora Padrtova, Anni Reissell, février 2020

82. Les pays arctiques font preuve d'un fort engagement envers le Conseil, ce qui se reflète dans chacune de leur stratégie nationale sur l'Arctique ainsi que dans leur engagement vis-à-vis des trois principaux accords : la couverture des activités de recherche et de sauvetage, la préparation aux pollutions marines et la coopération scientifique (Ulmer, 2019)<sup>11</sup>. Si le Conseil de l'Arctique a été salué comme un modèle de gouvernance régionale, les experts s'accordent à dire que cet organe pourrait être victime de son succès vu la réticence à procéder à des réformes, par peur d'en perturber le fonctionnement (Bergquist, 2018). Les perspectives économiques grandissantes de la région ont incité les experts à lancer un appel pour que les priorités du Conseil soient revues au profit du développement durable (Smieszek et Koivurova, 2017). Le Conseil a tenté de remédier à certains de ces problèmes en établissant un secrétariat permanent en 2013, fournissant ainsi une base administrative unique pour faciliter la transition entre les présidences et en créant le Conseil économique de l'Arctique en 2014 (Murray, 2014 ; Molenaar, 2016)<sup>12</sup>.

83. En dépit de certaines lacunes,<sup>13</sup> le Conseil de l'Arctique contribue pourtant à la création d'une communauté entre acteurs de la région.

84. Juste avant l'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014, les pays arctiques avaient atteint le summum de l'action collective coopérative sur toute une série de questions. En 2010, la Russie et la Norvège ont par exemple réglé un différend de longue date relatif à la frontière maritime. En 2011, tous les pays arctiques sont parvenus à un accord sur la coopération R-S et cette même année a aussi vu la création de la Table ronde des forces de sécurité de l'Arctique, qui se tient à un rythme annuel. En 2012, les pays arctiques ont créé la Conférence des chefs d'état-major de la défense de l'Arctique et, en 2013, un accord a été trouvé sur la réponse à apporter en cas de marée noire (AP-OTAN, 2015).

85. La présidence du Conseil est tournante tous les deux ans. L'Islande a terminé son mandat à la présidence du Conseil le 20 mai 2021, durant lequel elle a travaillé sur quatre axes principaux : la sauvegarde et le renforcement de l'environnement marin de l'Arctique ; la coopération en matière de climat et d'énergie propre ; la reconnaissance et le soutien des peuples et des communautés de l'Arctique ; et le renforcement du rôle du Conseil de l'Arctique. Dans cet esprit, l'Islande a présenté un plan stratégique pour la prochaine décennie du Conseil - une première pour le Conseil en 25 ans. Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, prenant le contrepied de l'Administration précédente, a ainsi souligné : « Les États-Unis se réjouissent de mettre en œuvre le tout premier plan stratégique du Conseil en coopération avec la Russie et tous nos partenaires.

<sup>11</sup> Ces accords fournissent des incitations à la coopération mais n'imposent pas d'obligations juridiques surpassant les réglementations internationales, et ils n'ont aucune implication en termes de ressources (*Arctic Council SAO*, 2015).

<sup>12</sup> Selon ses détracteurs, la structure organisationnelle du Conseil représente un obstacle à la mise en œuvre d'une politique efficace et à la cohérence des priorités : il fonctionne comme une organisation fondée sur le consensus faute de « personnalité juridique », dépend de financements volontaires aléatoires de la part des pays membres et il est soumis à un roulement rapide de ses cadres de direction compte tenu du cycle de deux ans de la présidence tournante (Exner-Pirot et al., 2019). Ainsi, si les présidences successives ont donné lieu à de nombreux projets, peu ont bénéficié d'un réel suivi, par manque de ressources et d'attention politique (Ulmer, 2019). De plus, les travaux du Conseil sont répartis sur 6 groupes de travail, qui fonctionnent sans structure hiérarchique formelle et se concentrent presque exclusivement sur la protection de l'environnement, le développement durable étant traité explicitement par seulement l'un d'entre eux (Exner-Pirot et al., 2019 ; Stephan, 2018). En effet, quatre de ces groupes de travail sont issus de la stratégie de protection environnementale de l'Arctique, un accord antérieur à la création du Conseil de l'Arctique et qui reflète donc les problèmes environnementaux de l'époque post-soviétique, et notamment les déchets nucléaires et autres polluants dans la région de Barents (Ulmer, 2019).

<sup>13</sup> Notamment en 2019, lorsque l'incapacité des États membres à s'entendre sur la langue employée a entraîné le retard de l'établissement d'une planification stratégique. L'établissement d'un plan stratégique, qui devait initialement être achevé en 2019, a été retardé et les ministres n'ont pas été en mesure de parvenir à un consensus sur une déclaration ministérielle (Ulmer, 2019).



Il est normal que nous adoptions ce plan décennal pour le 25<sup>e</sup> anniversaire du Conseil. Il s'agit d'une étape importante pour faire en sorte que le Conseil devienne encore plus efficace et coopératif à l'avenir » (Bye, 2021). En outre, les ministres des huit États arctiques ont signé la déclaration conjointe de 2021, qui confirme l'engagement du Conseil à maintenir la paix, la stabilité et une coopération constructive dans l'Arctique.

86. C'est la Russie qui assume depuis le 20 mai 2021 la présidence. La militarisation accrue de la région par la Russie au cours des dernières années a suscité certaines inquiétudes quant aux intentions de Moscou pour cette présidence. Toutefois, le chef de la délégation russe au Conseil, Nikolay Korshunov, avait auparavant tenu à rassurer les autres pays membres sur le fait que la Russie n'inscrirait pas les questions de sécurité militaire à l'ordre du jour des réunions du Conseil (Danilov, 2021). Le message de réassurance de M. Korshunov s'inscrit dans le cadre du débat en cours en Russie sur l'Arctique, que certains considèrent comme une région autonome à protéger de la concurrence géopolitique, tandis que d'autres y voient une région de plus sur le nouvel échiquier mondial. Lors de la réunion ministérielle de Reykjavik, la Russie a souligné son désir de poursuivre les principaux objectifs de l'Islande et a annoncé ses quatre principales priorités pour les deux années à venir : la qualité de vie des communautés arctiques ; la protection contre l'impact du changement climatique, en se concentrant particulièrement sur le dégel du pergélisol arctique ; la coopération socio-économique à travers l'Arctique pour stimuler la construction d'infrastructures résilientes ; et, la stabilité et le développement du Conseil de l'Arctique (Canova, et al., 2021).

87. Lors d'une conférence de presse après la réunion du 20 mai, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a suggéré que les États arctiques reprennent également les discussions annuelles sur les questions militaires, une pratique qui avait été suspendue après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2014 (Reuters, 2021b). Deux principaux forums permettent de discuter de la sécurité militaire dans l'Arctique, la réunion annuelle des chefs de la défense des États arctiques, d'une part, et la Table ronde des forces de sécurité de l'Arctique (ASFR), d'autre part. Établie par les États-Unis et la Norvège en 2010, cette Table ronde est un forum inter-militaire au niveau des officiers généraux de 11 pays d'Europe et d'Amérique du Nord visant à coordonner les exercices et les opérations bilatéraux et multilatéraux dans la région, ainsi qu'un moyen clé pour aborder les questions de sécurité qui sont une préoccupation collective (USEUCOM, 2021). Le premier de ces deux forums est suspendu depuis 2014 ; Également depuis 2014, la Russie ne participe plus au second, en raison des sanctions liées à son annexion illégale de la Crimée.

88. En dépit de la concurrence stratégique croissante que se livrent la Russie et les pays membres de l'OTAN, le Grand Nord demeure une zone dans laquelle il est important de maintenir des initiatives de coopération mutuellement bénéfiques : il s'agit du principal point à retenir des deux dernières visites effectuées par la commission de la défense et de la sécurité en Norvège. Par ailleurs, les responsables de la défense norvégienne ne manquent pas de souligner qu'ils entretiennent une coopération positive au jour le jour avec leurs homologues russes dans des domaines tels que le R-S le long de leur frontière maritime commune dans la mer de Barents. La Norvège coopère également avec la Russie dans le domaine de la gestion de la pêche et des contacts interpersonnels de part et d'autre de la frontière terrestre entre les deux pays, dans le cadre de la « coopération de Barents ». Comme l'ont fait remarquer de hauts représentants lors des visites, ce niveau de coopération pratique a favorisé la confiance mutuelle et préservé une certaine stabilité régionale, forgée par des années d'activités coordonnées en mer comme sur terre, à la fois pendant et après la guerre froide (AP-OTAN, 2017). Il est de plus en plus important de maintenir une coopération mutuellement bénéfique entre la Russie et ses voisins européens dans l'Arctique, alors que les activités économiques, sociales et militaires se multiplient dans la région, en raison notamment des intérêts que des parties extérieures entrevoient dans le nouvel Arctique.

## Tableau des priorités stratégiques des huit États arctiques pour la région arctique

<b>Canada</b> (mise à jour : 2019)	<b>Danemark</b> (mise à jour : 2015)	<b>Finlande</b> (mise à jour : 2021)	<b>Islande</b> (mise à jour : 2011)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser la santé des familles et des collectivités ;</li> <li>- Investir dans les infrastructures d'énergie, de transport et de communication pour les gouvernements, les économies et les communautés du Nord et de l'Arctique ;</li> <li>- Créer des emplois, favoriser l'innovation et développer les économies de l'Arctique et du Nord ;</li> <li>- Soutenir la science, les connaissances et la recherche utiles aux communautés et à la prise de décision ;</li> <li>- Faire face aux effets du changement climatique et soutenir des écosystèmes sains dans l'Arctique et le Nord ;</li> <li>- Veiller à ce que le Canada et ses habitants du Nord et de l'Arctique soient en sécurité et bien défendus ;</li> <li>- Restaurer la place du Canada en tant que leader international dans l'Arctique ;</li> <li>- Faire progresser la réconciliation et améliorer les relations entre les peuples autochtones et non autochtones.</li> </ul> <p>Source : Gouvernement du Canada, 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer l'Arctique dans l'intérêt de ses habitants ;</li> <li>- Créer de nouvelles opportunités pour les populations autochtones grâce à la coopération entre le Groenland et le Danemark ;</li> <li>- Respecter les obligations internationales en matière de gestion des ressources et de protection de l'environnement afin de soutenir des communautés saines, productives et autonomes ;</li> <li>- Encourager la coopération internationale conformément à la déclaration d'Ilulissat de 2008 ;</li> <li>- Prévenir les conflits et éviter la militarisation de l'Arctique en préservant la confiance, la coopération et les partenariats mutuellement bénéfiques.</li> </ul> <p>Source : Ministère des affaires étrangères du Danemark, 2015</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atténuer le changement climatique dans l'Arctique et s'y adapter ;</li> <li>- Promouvoir le bien-être des habitants de l'Arctique ;</li> <li>- Renforcer les droits des Sami en tant que peuple autochtone ;</li> <li>- Développer les infrastructures et la logistique dans la région arctique afin de répondre aux besoins locaux par des méthodes et des modes de transport durables et à faibles émissions.</li> </ul> <p>Source : Gouvernement de la Finlande, 2021</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir et renforcer les institutions et la coopération internationales dans l'Arctique ;</li> <li>- Assurer la sécurité de l'Islande en tant qu'État côtier dans l'Arctique tout en luttant contre la militarisation de la région ;</li> <li>- Accroître la coopération économique dans la région et soutenir les droits des autochtones ;</li> <li>- Travailler à la prévention des changements climatiques d'origine humaine et de leurs effets afin d'améliorer le bien-être des résidents de l'Arctique.</li> </ul> <p>Source : Althingi, 2011</p>
<b>Norvège</b> (mise à jour : 2021)	<b>Russie</b> (mise à jour : 2021)	<b>Suède</b> (mise à jour : 2021)	<b>États Unis</b> (mise à jour : 2021)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir une approche cohérente et prévisible en équilibrant les différents intérêts dans le Nord ;</li> <li>- Mettre en évidence les avantages de la coopération ;</li> <li>- Adopter une approche globale du changement climatique et de l'environnement arctique ;</li> <li>- Travailler à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies ;</li> <li>- Promouvoir la création d'emplois et la création de valeur ;</li> <li>- Être à l'avant-garde du développement technologique dans des domaines tels que la santé, l'énergie, le pétrole, les industries maritimes et marines, et le secteur public ;</li> <li>- Préserver l'identité et la culture des communautés autochtones nationales.</li> </ul> <p>Source : Gouvernement de la Norvège, 2021</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la qualité de vie de la population arctique de la Fédération de Russie, y compris des minorités autochtones ;</li> <li>- Accélérer le développement économique des territoires de la zone arctique de la Fédération de Russie et accroître leur contribution à la croissance économique du pays ;</li> <li>- Protéger l'environnement arctique et le mode de vie traditionnel des minorités autochtones ;</li> </ul> <p>Conduire une coopération mutuellement bénéfique et un règlement pacifique des différends dans l'Arctique sur la base du droit international ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sauvegarder les intérêts nationaux de la Fédération de Russie dans l'Arctique, notamment dans le domaine économique.</li> </ul> <p>Source : Présidence de la Fédération de Russie, 2021</p>	<p>Établir les priorités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaboration internationale dans l'Arctique ;</li> <li>- Sécurité et stabilité ;</li> <li>- Climat et environnement (y compris la biodiversité, la non-toxicité et la sûreté nucléaire) ;</li> <li>- Recherche polaire et surveillance environnementale ;</li> <li>- Développement économique durable et intérêts du secteur des entreprises ;</li> <li>- Assurer de bonnes conditions de vie (y compris l'accès aux infrastructures numériques, l'égalité des sexes et les politiques en faveur des jeunes et des populations autochtones).</li> </ul> <p>Source : Gouvernement de la Suède, 2021</p>	<p>Maison Blanche :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire progresser les intérêts des États-Unis en matière de sécurité ;</li> <li>- Poursuivre une gestion responsable de la région arctique ;</li> <li>- Renforcer la coopération internationale.</li> </ul> <p>Département de la défense :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Défendre la patrie ;</li> <li>- Concurrence lorsque cela est nécessaire pour maintenir des équilibres de pouvoir régionaux favorables ;</li> <li>- Veiller à ce que les domaines communs restent libres et ouverts.</li> </ul> <p>Source : White House, 2013; Department of Defense, 2021</p>

## VII. CONCLUSIONS À L'INTENTION DES PARLEMENTAIRES DES PAYS MEMBRES DE L'OTAN

89. L'OTAN a de longue date pris en compte l'Arctique, au regard de son importance stratégique pour la sécurité transatlantique. Les Alliés ont y toujours maintenu une présence et ont cherché à se faire une image aussi claire que possible des développements dans le Grand Nord, par crainte des vulnérabilités potentielles auxquelles le flanc Nord de l'Alliance les exposait. Il s'agissait essentiellement de l'immense boulevard que l'océan Arctique offrait aux sous-marins soviétiques cherchant à opérer des frappes en direction du passage GIUK et à perturber ainsi les voies de communication transatlantiques, ou encore de la trajectoire de survol que le pôle Nord fournissait aux ICBM soviétiques.

90. Cette région, arène essentielle pour la concurrence stratégique à laquelle les superpuissances se sont livrées durant la guerre froide, a pris aujourd'hui un autre visage. L'accélération du changement climatique impacte l'Arctique plus rapidement que toute autre région au monde. Les Alliés sont désormais confrontés à un Arctique du XXI<sup>e</sup> siècle qui présente d'autres réalités climatiques, géographiques et géopolitiques.

91. Après une longue période de relatif isolement stratégique, l'Arctique revient tout doucement au cœur des débats. Ce retour sur le devant de la scène est motivé par deux facteurs clés : d'une part la propagation de la concurrence stratégique entre les Alliés et la Russie à la région arctique - qui est l'une des régions de dialogue et de coopération civile (économique, environnementale, culturelle) majeure entre ces derniers -, et d'autre part les efforts grandissants déployés par certains pays non arctiques, dont la Chine, pour ne pas rester à l'écart des potentiels futurs avantages de l'Arctique du XXI<sup>e</sup> siècle.

92. Une préoccupation stratégique essentielle pour les Alliés concerne le maintien de la liberté de navigation dans un Arctique de plus en plus fréquenté. Par ailleurs, la capacité à défendre les intérêts des Alliés dans la région est également primordiale.

93. Les parlementaires des pays membres de l'OTAN peuvent jouer un rôle dans la promotion de plusieurs étapes futures, qui seront cruciales pour le Grand Nord. Ces dernières années, l'Assemblée a formulé plusieurs recommandations importantes incitant les Alliés à prendre des mesures supplémentaires face aux défis qui se posent dans le Grand Nord. Elles ont été synthétisées, notamment, dans la résolution 2020 de l'Assemblée, intitulée [Une Alliance plus forte et plus unie sur la scène internationale](#), dans laquelle les gouvernements et parlements des pays de l'Alliance atlantique ont été exhortés : « à accroître la compréhension par l'OTAN de la situation dans l'Arctique, notamment grâce à un plus grand partage des informations, à la création d'un groupe de travail sur l'Arctique et à des formations et des exercices, ainsi qu'à maintenir un bon dialogue avec les Alliés concernant les capacités de recherche et de sauvetage dans cette région ». (AP-OTAN, 2020b).

94. Le groupe d'experts indépendants nommé dans le cadre du processus prospectif sur l'avenir de l'OTAN a abordé la région dans son rapport 2020, en y présentant des recommandations de politique stratégique pour la gestion des intérêts alliés au cours de la prochaine décennie. Le rapport place la référence au Grand Nord loin des sections consacrées aux défis complexes croissants posés à l'Alliance par la Russie et la Chine et le considère plutôt comme une question en plein essor liée au changement climatique. Il préconise de privilégier la connaissance de la situation comme première étape, plutôt que d'y précipiter une plus grande présence qui serait mal informée. Il note également la légitimité des préoccupations des Alliés de l'Arctique quant à un rôle trop excessif endossé par l'OTAN dans le Grand Nord. Enfin, le groupe d'experts indépendants plaide pour un nouveau *statu quo* réévalué, basé sur de meilleurs renseignements qui permettraient aux Alliés arctiques de conserver leur leadership, mais qui laisserait également la porte ouverte à une réévaluation continue des développements stratégiques dans la région.

95. Le présent rapport souligne la nécessité de mettre en œuvre ces propositions en insistant plus particulièrement sur les points suivants :

- **Des investissements continus et accrus dans les moyens ISR modernes nécessaires pour obtenir le tableau le plus précis possible sur la région.** Pour parvenir à ce niveau de compréhension des développements régionaux, l'Alliance a besoin d'un système de veille, capable de combiner surveillance spatiale, aérienne et terrestre en temps réel. Compte tenu de la vitesse à laquelle la situation évolue dans l'Arctique, en raison de l'augmentation du nombre d'acteurs qui cherchent à en obtenir l'accès, mais également des changements climatiques et géographiques, il s'agit de la première étape la plus importante pour les Alliés. Ces derniers ont accéléré la cadence de leurs investissements ISR dans la région ces dernières années, mais il reste cependant beaucoup à faire<sup>14</sup>.

- **Des capacités suffisantes pour permettre aux Alliés de projeter efficacement leur puissance dans le Grand Nord, pour la défense des Alliés et de leurs intérêts, si et à chaque fois que cela s'avère nécessaire.** Cela comprend leurs intérêts économiques sur place mais également en matière de transit, le trafic commercial transatlantique augmentant à mesure que l'Arctique devient plus accessible. Pour pouvoir réaliser cet objectif, les Alliés doivent continuer à intensifier leurs investissements dans des équipements conçus pour le Grand Nord ainsi que dans l'entraînement nécessaire pour faire de leurs soldats de véritables « guerriers du froid », en mesure d'évoluer dans le climat hostile qui est celui du Grand Nord. Dans le même temps, les activités de l'OTAN doivent être menées en tenant compte de la nécessité de préserver l'Arctique en tant que région de basse tension.

- **Les moyens de maintenir une présence performante dans le Grand Nord. La présence des Alliés doit être suffisamment flexible pour pouvoir se caler sur les fluctuations de la dynamique sécuritaire dans le Grand Nord.** Des voies de communication de plus en plus congestionnées et la rapidité des changements climatiques et géographiques dans l'Arctique du XXI<sup>e</sup> siècle nécessitent une présence intelligente, calibrée et flexible. Cette présence doit être dirigée par les Alliés de l'OTAN dans l'Arctique, compte tenu de leurs intérêts vitaux dans la région et de la compréhension unique qu'ils ont de la façon d'en assurer l'avenir.

96. Les principaux enjeux auxquels les Alliés doivent faire face sont l'acquisition des données ; la capacité à pouvoir se reposer sur des dispositifs variés ; la mise en réseau et la mutualisation des moyens entre Alliés, mais aussi avec leurs partenaires, au premier plan desquels la Finlande et la Suède, sans oublier l'Union européenne, qui est en train de réévaluer son approche face à l'évolution du paysage politique arctique<sup>15</sup>. À cet égard, le domaine spatial est un axe de travail prometteur qui devrait être développé<sup>16</sup>. En raison des nouvelles activités et de l'évolution rapide de la région due au réchauffement climatique, les systèmes de satellites polaires ou programmes spatiaux sont appelés à devenir des outils précieux dans les domaines suivants : télécommunications ; sécurité maritime et aide à la navigation (identification et suivi des navires, topographie, coordination des actions en mer, prédiction de la dérive des glaces de mer et de terre) ; surveillance environnementale (détection et surveillance de l'évolution des glaces, détection des pollutions...) ; gestion durable des ressources marines. La Russie a ainsi lancé en février dernier son premier satellite de surveillance de l'Arctique.

<sup>14</sup> Ainsi, le commandant de la garde côtière des États-Unis, Paul Zukunft, a indiqué, lors de la conférence 2020 *Defense News* les 9 et 10 septembre, qu'un patrouilleur de la sécurité nationale des États-Unis, en mouvement dans une région de l'Arctique libérée des glaces, « était tombé sur un exercice conjoint sino-russe ». Il a dressé un sombre bilan des capacités ISR des Alliés dans l'Arctique, résumant la situation en une seule phrase, « les choses commencent à se dégrader nettement dès que vous franchissez les 72 degrés de latitude nord » (Larter, 2020).

<sup>15</sup> Dans le contexte d'une attention géopolitique accrue pour la région, une mise à jour de la politique arctique de l'UE a été annoncée à l'automne 2019 et devrait maintenant être publiée à la fin de 2021.

<sup>16</sup> Voir à ce propos le rapport 2021 de la STC, [Espace et sécurité](#).

97. Enfin, même si cela ne constitue pas ici un thème principal, il est de plus en plus flagrant que les conséquences à long terme de l'accélération du changement climatique auront des effets négatifs sur la sécurité de tous les Alliés. Ces effets pourront prendre des formes diverses, depuis la montée du niveau des mers et la modification des lignes côtières jusqu'à des catastrophes climatiques sur nos propres territoires, et bien plus encore. La hausse rapide des températures dans l'Arctique, trois fois supérieure à la moyenne mondiale, est susceptible de perturber durablement la biologie et la géologie de la région. La dérégulation de la circulation des courants qui en résulte dans l'océan Arctique pourrait avoir un effet contagieux extrêmement nuisible pour la stabilité du climat à l'échelle mondiale. Dans tous les pays de l'Alliance, les parlementaires devraient garder ces questions à l'esprit, car les changements auxquels nous assistons dans l'Arctique aujourd'hui pourraient bien être le signe avant-coureur des nombreux changements qui se profilent à l'horizon, bien au-delà de cette région.

## BIBLIOGRAPHIE

- Agence France Presse (AFP), "Russia Says Norway Becoming 'Parade-ground' for NATO, reported in Barron's, 11 February 2021. <https://www.barrons.com/news/russia-says-norway-becoming-parade-ground-for-nato-01613072404?tesla=y>
- Allison, George, "Type 26 Frigate Wins Canadian Frigate Competition", *UK Defence Journal*, 19 October 2018, <https://ukdefencejournal.org.uk/type-26-frigate-wins-canadian-frigate-competition/AP-OTAN,->
- Allocution du secrétaire général Jens Stoltenberg, séance plénière de la session annuelle, 12 octobre 2015
  - Visite de la DSCTC en Norvège, 10 au 12 mai 2017. <http://www.nato-pa.int/fr/document/2017-rapport-de-mission-kirkenes-norvege-183-dsctc-17-f>
  - (2020a) La modernisation des forces armées russes, source de défis pour les Alliés, commission de la défense et de la sécurité, par Cédric Perrin, rapporteur général, [030 DSC 20F rév. 2 fin] 22 novembre 2020. <https://www.nato-pa.int/fr/document/2020-projet-reviser-modernisation-forces-armees-russes-source-de-defis-pour-otan-perrin-030>
  - (2020b) *Déclaration 460 – OTAN 2030 : Une Alliance plus forte sur la scène internationale*, Assemblée parlementaire de l'OTAN, Attila Mesterhazy (Hongrie), 23 novembre 2020. <https://www.nato-pa.int/fr/document/2020-declaration-460-nato-2030>
- Arctic Monitoring and Assessment Programme (AMAP), "Arctic Ocean Acidification Assessment: 2018 Summary for Policymakers," 2018. <https://www.amap.no/documents/download/3296/inline>
- Bentzrød, Sveinung Berg, "Russian Aggression: Nordic States Extend their Military Cooperation" *Aftenposten*, 9 April 2015. <https://www.aftenposten.no/verden/i/KmE7/russian-aggression-nordic-states-extend-their-military-cooperation>
- Berardelli, Jeff, "100.4 Degree Arctic Temperature Record Confirmed As Study Suggests Earth is Warmest in at least 12,000 years," *CBS News*, 1 July 2020. <https://www.cbsnews.com/news/arctic-temperature-record-100-4-degrees-earth-warmest-12000-years/>
- Bergquist, Elisabeth, "Vast Mineral Deposits Near Svalbard," *High North News*, 29 January 2020. <https://www.highnorthnews.com/en/vast-mineral-deposits-near-svalbard>
- Berny, Laura, « Climat: à quoi sert le Conseil de l'Arctique, » *Les Echos*, 21 février 2020. <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/climat-a-quoi-sert-le-conseil-de-larctique-1173639>
- Bjorgass, Olav Rescue Coordinator, Joint Rescue Coordination Centre (JRCC), Presentation to the NATO Parliamentary Defence and Security Committee, Bodø, Norway, 2015.
- Bratersky, Alexander, "Russia's Arctic activity to increase with fresh strategy and more capability tests", *DefenseNews*, 11 April 2021. <https://www.defensenews.com/smr/frozen-pathways/2021/04/11/russias-arctic-activity-to-increase-with-fresh-strategy-and-more-capability-tests/>
- Breum, Martin, "Russia extends its claim to the Arctic Ocean seabed", *Arctic Today*, 4 April 2021. <https://www.arctictoday.com/russia-extends-its-claim-to-the-arctic-ocean-seabed/>
- Brewster, Murray, "Plan to Rebuild Defence Early Warning System Means Political, Fiscal Headaches for Trudeau Government," *CBC*, 26 January 2021. <https://www.cbc.ca/news/politics/norad-shield-defence-ballistic-missile-bmd-1.5887192>
- Bye, Hilde-Gunn, "Arctic Council Adopts First-Ever Strategic Plan," *High North News*, 20 May 2021. <https://www.highnorthnews.com/en/arctic-council-adopts-first-ever-strategic-plan>
- Canada Department of National Defence, "The Distant Early Warning Line: An Environmental Legacy Project," updated 2018-07-09, <https://www.canada.ca/en/department-national-defence/corporate/video/other/distant-early-warning-line-an-environmental-legacy-project.html>
- Canada Navy, Arctic and Offshore Patrol Ships, 9 September 2021, <http://www.navy-marine.forces.gc.ca/en/fleet-units/aops-home.page>
- Canova, Emilie, Camille Escudé Joffres, Joaquim Gaignard, Pauline Pic, Léa Tourdot, and Florian Vidal, "Russian chairmanship of the Arctic Council: The Awakening of a Giant", Groupe



- d'études géopolitiques, 31 May 2021. <https://geopolitique.eu/en/2021/05/31/russian-chairmanship-of-the-arctic-council-the-awakening-of-a-giant/>
- Charron, Andrea, "NATO and the Geopolitical Future of the Arctic," Arctic Yearbook 2020, [https://arcticyearbook.com/images/yearbook/2020/Briefing-Notes/2\\_Charron.pdf](https://arcticyearbook.com/images/yearbook/2020/Briefing-Notes/2_Charron.pdf)
- Chuter, Andrew, "British Warships Extend Their Northern Reach for Barents Drill," *DefenseNews*, 10 September 2020. <https://www.defensenews.com/global/europe/2020/09/10/british-warships-extend-their-northern-reach-for-barents-sea-drill/>
- Conley, Heather and Caroline Rohloff, "The New Ice Curtain: Russia's Strategic Reach to the Arctic" *Center for Strategic and International Studies (CSIS Europe Program)*, August 2015.
- Conseil des affaires de l'État de la République Populaire de Chine, "China's Arctic Policy," The State Council, 26 January 2018.
- CRS (service de recherche du Congrès américain), "Changes in the Arctic: Background and Issues for Congress", 16 July 2021. <https://fas.org/sqp/crs/misc/R41153.pdf>
- Danilov, Peter, "Russia Wants to Resume Meetings Between Arctic Defense Chiefs," High North News, 7 March 2021.
- D'Aprile, Aurora, "Arctic tourism: how the Great North is becoming the new exotic", Foresight – The CMCC observatory on climate policies and futures, 21 August 2018. <https://www.climateforesight.eu/future-earth/arctic-tourism-how-the-great-north-is-becoming-the-new-exotic/>
- Département de la défense des États-Unis, "Report to Congress. Department of Defense Arctic Strategy", 6 June 2019, <https://media.defense.gov/2019/Jun/06/2002141657/-1/-1/1/2019-DOD-ARCTIC-STRATEGY.PDF>
- Dyndal, Gjert Lage, "Comment il y a 50 ans, l'OTAN a commencé à s'inquiéter de la menace des sous-marins nucléaires stratégiques russes" *NATO Review*, 24 March 2017. <https://www.nato.int/docu/review/fr/articles/2017/03/24/comment-il-y-a-50-ans-l-otan-a-commence-a-s-inquieter-de-la-menace-des-sous-marins-nucleaires-strategiques-russes/index.html>
- Eiterjord, Trym, "China's Busy Year in the Arctic," *The Diplomat*, 30 January 2019. <https://thediplomat.com/2019/01/chinas-busy-year-in-the-arctic/>
- Exner-Pirot, Heather, Maria Ackrén, Natalia Loukacheva, Heather Nicol, Annika Nilsson, and Jennifer Spence. 2019. "Form and Function: The Future of The Arctic Council | The Arctic Institute". *The Arctic Institute*. <https://www.thearcticinstitute.org/form-function-future-arctic-council/?cn-reloaded=1>.
- Finne, Anne E., "EU Millions to High North Search and Rescue", High North News, 3 February 2019. <https://www.highnorthnews.com/en/eu-millions-high-north-search-and-rescue>.
- Glasby, Geoff and Yuri Voytekhovskiy, "Arctic Russia Minerals and Mineral Resources," *The Geological Society*, August 2010. <https://www.geolsoc.org.uk/Geoscientist/Archive/August-2010/Arctic-Russia-minerals-and-mineral-resources>
- Gorbachev, Mikhail, *Speech in Murmansk at the Ceremonial Meeting on the Occasion of the Presentation of the Order of Lenin and the Gold Star to the City of Murmansk*, 1 October 1987. [https://www.barentsinfo.fi/docs/Gorbachev\\_speech.pdf](https://www.barentsinfo.fi/docs/Gorbachev_speech.pdf)
- Gorenburg, Dimitry, "Russia's New and Unrealistic Naval Doctrine," *War on the Rocks*, 26 July 2017. <https://warontherocks.com/2017/07/russias-new-and-unrealistic-naval-doctrine/>  
[http://english.www.gov.cn/archive/white\\_paper/2018/01/26/content\\_281476026660336.htm](http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2018/01/26/content_281476026660336.htm)
- Gouvernement du Canada, "Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada", 10 Septembre 2019, <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1560523306861/1560523330587>.
- Gouvernement des États-Unis, Maison Blanche, "National Strategy for the Arctic Region", 10 May 2013. [https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/nat\\_arctic\\_strategy.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/nat_arctic_strategy.pdf).
- Gouvernement de la Finlande, "Finland's Strategy for Arctic Policy", 18 June 2021, [https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/163247/VN\\_2021\\_55.pdf](https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/163247/VN_2021_55.pdf).
- Gouvernement de la Norvège, "The Norwegian Government's Arctic Policy. People, opportunities and Norwegian interests in the Arctic", 26 January 2021, [https://www.regjeringen.no/globalassets/departmentene/ud/vedlegg/nord/whitepaper\\_abstract2020.pdf](https://www.regjeringen.no/globalassets/departmentene/ud/vedlegg/nord/whitepaper_abstract2020.pdf).
- Gouvernement de la Suède, "Sweden's Strategy for the Arctic region", 10 November 2020, <https://www.government.se/4ab869/contentassets/c197945c0be646a482733275d8b702cd/swedens-strategy-for-the-arctic-region-2020.pdf>.

- Gros, Philippe et Tenebaum, Elie Arctique avec la collaboration d'Alexandre Taithe. Atlantique Nord : problématiques stratégiques et capacitaires. Fondation pour la recherche stratégique (FRS)  
<https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-des-conflits-futurs/arctique-atlantique-nord-problematiques-strategiques-capacitaires-2020>
- Heininen, Lassi, et. al, "Arctic Policies and Strategies – Analysis, Synthesis, and Trends," *International Institute for Applied Systems Analysis*, February 2020.  
[http://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/16175/1/ArticReport\\_WEB\\_new.pdf](http://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/16175/1/ArticReport_WEB_new.pdf)
- Hermann, Victoria, and Andreas Raspotnik, "A Quick Start Guide to the Arctic and UNCLOS", The Arctic Institute, 10 February 2019. <https://www.thearcticinstitute.org/quick-start-guide-arctic-unclos/> .
- Hoag, Hannah "Nations Negotiate Fishing in Arctic High Seas," *UPI*, 28 April 2016.  
[https://www.upi.com/Science\\_News/2016/04/28/Nations-negotiate-fishing-in-Arctic-high-seas/6491461866116/](https://www.upi.com/Science_News/2016/04/28/Nations-negotiate-fishing-in-Arctic-high-seas/6491461866116/).
- Holroyd, Suzanne, "U.S. and Canadian Cooperative Approaches to Arctic Security," RAND, June 1990. <https://www.rand.org/pubs/notes/N3111.html>
- Hossain, Kamrul, "Russia's Proposed Extended Continental Shelf in the Arctic Ocean: Science Setting the Stage for Law", *American Society of Law Insights* (25:8), 24 May 2021.  
<https://www.asil.org/insights/volume/25/issue/8>.
- Hsiung, Christopher Weidacher, "The Emergence of a Sino-Russian Economic Partnership in the Arctic?" *The Arctic Institute*, 19 May 2020. <https://www.thearcticinstitute.org/emergence-sino-russian-economic-partnership-arctic/>
- Humpert, Malte, "Russia Begins Construction on Fifth Nuclear Icebreaker as Arctic Sees Record Shipping Traffic," *High North News*, 22 December 2020.  
<https://www.highnorthnews.com/en/russia-begins-construction-fifth-nuclear-icebreaker-arctic-sees-record-shipping-traffic>
- "Russia Elevates Importance of Northern Fleet Upgrading it to Military District Status," *High North News*, 13 January 2021.
- IBRU: Centre for Borders Research
- (a), " Russia's evolving Central Arctic Ocean submission - Map", Durham University Department of Geography, April 2021.  
[https://www.durham.ac.uk/media/durham-university/research-/research-centres/ibru-centre-for-borders-research/maps-and-databases/arctic-maps-2021/updated-maps-and-notes/Map-5-IBRU-Arctic-map-07-04-21-\(Russias-evolving-submission-in-the-CAO\).pdf](https://www.durham.ac.uk/media/durham-university/research-/research-centres/ibru-centre-for-borders-research/maps-and-databases/arctic-maps-2021/updated-maps-and-notes/Map-5-IBRU-Arctic-map-07-04-21-(Russias-evolving-submission-in-the-CAO).pdf)
- (b), "Continental shelf submissions in the Central Arctic Ocean - Map", Durham University Department of Geography, April 2021. [https://www.durham.ac.uk/media/durham-university/research-/research-centres/ibru-centre-for-borders-research/maps-and-databases/arctic-maps-2021/updated-maps-and-notes/Map-2-IBRU-Arctic-map-07-04-21-\(Continental-shelf-submissions-in-the-CAO\).pdf](https://www.durham.ac.uk/media/durham-university/research-/research-centres/ibru-centre-for-borders-research/maps-and-databases/arctic-maps-2021/updated-maps-and-notes/Map-2-IBRU-Arctic-map-07-04-21-(Continental-shelf-submissions-in-the-CAO).pdf).
- Ilyushina, Mary and Frederik Pleitgen, "Inside the Military Base at the Heart of Putin's Arctic Ambitions," *CNN*, 5 April 2019. <https://edition.cnn.com/2019/04/04/europe/russia-arctic-kotelny-island-military-base/index.html>
- IISS (International Institute for Strategic Studies), *The Military Balance*, February 2015.
- International Military Council on Climate and Security. 2020. "The World Climate and Security Report". [https://imccs.org/wp-content/uploads/2021/01/World-Climate-Security-Report-2020\\_2\\_13.pdf](https://imccs.org/wp-content/uploads/2021/01/World-Climate-Security-Report-2020_2_13.pdf).
- IPCC, 2019; Summary for Policy Makers, in IPCC Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate, [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, V. Masson-Delmotte, P. Zhai, M. Tignor, E. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Nicolai, A. Okem, J. Petzold, B. Rama, N.M. Weyer (eds.)]. <https://www.ipcc.ch/srocc/chapter/summary-for-policymakers/>
- Italie, Ambassade à Ottawa, *L'Italie et L'Arctique*.  
[https://ambottawa.esteri.it/ambasciata\\_ottawa/fr/i\\_rapporti\\_bilaterali/cooperazione%20scientifica/artico-interesse-italiano.html](https://ambottawa.esteri.it/ambasciata_ottawa/fr/i_rapporti_bilaterali/cooperazione%20scientifica/artico-interesse-italiano.html)
- Klimenko, Ekaterina, "Russia's New Arctic Policy Document Signals Continuity Rather Than Change," *SIPRI*, 6 April 2020. <https://www.sipri.org/commentary/essay/2020/russias-new-arctic-policy-document-signals-continuity-rather-change>



- Kluge, Janis and Michael Paul, "Russia's Arctic Strategy through 2035," German Institute for International and Security Affairs; SWP Comment, No. 57, November 2020.
- Kramer, Andrew E., "In the Russian Arctic, the First Stirrings of a Very Cold War", The New York Times, 22 May 2021. <https://www.nytimes.com/2021/05/22/world/russia-us-arctic-military.html>.
- Lackenbauer, P. Whitney; Lajeunesse, Adam; Manicom, James; Lasserre, Frédéric "China's Arctic Ambitions and What They Mean For Canada", University of Calgary Press, 2018. [https://prism.ucalgary.ca/bitstream/handle/1880/106384/9781552389027\\_chapter03.pdf?sequence=6&isAllowed=y](https://prism.ucalgary.ca/bitstream/handle/1880/106384/9781552389027_chapter03.pdf?sequence=6&isAllowed=y)
- Langteigne, Marc and Mingming Shi, "China Steps Up Its Mining Interests in Greenland," The Diplomat, 12 February 2019. <https://thediplomat.com/2019/02/china-steps-up-its-mining-interests-in-greenland/>
- Lanteigne, Marc, "Le nouveau visage de la sécurité dans l'Arctique," *NATO Review*, 28 Jun 2019. <https://www.nato.int/docu/review/fr/articles/2019/06/28/le-nouveau-visage-de-la-securite-dans-larctique/index.html>.
- Larter, David B. "The Arctic is a Strategic Hot Spot, but Western Allies Lack Good Intel," *DefenseNews*, 21 September 2020. <https://www.defensenews.com/naval/2020/09/21/the-arctic-is-a-strategic-hot-spot-but-western-allies-lack-good-intel/>
- Lasserre, Frédéric, « Géopolitiques arctiques: pétrole et routes maritimes au cœur des rivalités régionales ? » *Critique Internationale*, 2010/4 (no. 49). <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2010-4-page-131.htm>
- Lewis, Andrew L., Remarks to the Defence and Security Committee at the Annual Session of the NATO Parliamentary Assembly, Halifax, Canada, 17 November 2018.
- Lino, Marisa, "Understanding China's Arctic Activities," *IISS analysis*, 25 February 2020. <https://www.iiss.org/blogs/analysis/2020/02/china-arctic>
- Long, Austin and Brendan Rittenhouse Green, "Stalking the Secure Second Strike: Intelligence, Counterforce, and Nuclear Strategy," *Journal of Strategic Studies*, 38:1-2, 38-73. <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/01402390.2014.958150>
- Maritime Executive, "Russia Tightens Control Over Northern Sea Route," 3 August 2019.
  - (a) "Suez Canal Maintained Volumes in 2020 and Extends Incentives for 2021," 4 January 2021. <https://www.maritime-executive.com/article/suez-canal-maintained-volumes-in-2020-and-extends-incentives-for-2021>
  - (b) "Russian LNG Carrier Completes Winter Trips on the Northern Sea Route," 19 February 2021. <https://www.maritime-executive.com/article/russian-lng-carrier-completes-winter-trips-on-the-northern-sea-route>
- Maritime Magazine, "Northeast Passage Opened 88 Days Setting New Arctic Record," 15 December 2020. <https://maritimemaq.com/en/northeast-passage-opened-88-days-setting-new-arctic-record/>
- MDD, "New Political Agreement on Arctic Capabilities for 1.5 Billion DKK," 11 February 2021. <https://fmn.dk/en/news/2021/new-political-agreement-on-arctic-capabilities-for-1.5-billion-dkk/>
- Mehta, Aaron, "Finland, Sweden, and US Sign Trilateral Agreement, With an Eye on Increased Exercises," *DefenseNews*, 9 May 2018. <https://www.defensenews.com/training-sim/2018/05/09/finland-sweden-and-us-sign-trilateral-agreement-with-eye-on-increased-exercises/>
- Melino, Matthew and Heather Conley, "The Ice Curtain: Russia's Arctic Military Presence," CSIS, 26 March 2020. <https://www.csis.org/features/ice-curtain-russias-arctic-military-presence>
- Ministry of Foreign Affairs of Denmark, "Kingdom of Denmark Strategy for the Arctic 2011-2020", 29 April 2015, <https://um.dk/~media/um/english-site/documents/politics-and-diplomacy/greenland-and-the-faroe-islands/arctic%20strategy.pdf?la=en>.
- Moe, Arild, "A New Russian Policy for the Northern Sea Route? State Interests, Key Stakeholders, and Economic Opportunities in Changing Times," *The Polar Journal*, 10:2, 2020. <https://www.tandfonline.com/action/showCitFormats?doi=10.1080/2154896X.2020.1799611>
- Molenaar, Erik. 2016. "The Evolution of The Arctic Council and The Arctic Council System". *The Circle* WWF  
*Magazine.* [https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/thecircle0216\\_web.pdf](https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/thecircle0216_web.pdf).

- Murray, Kathleen, "The Arctic Council: A Brief History, Its Partnership with Indigenous Groups of The Arctic, And Its Role in Uncovering and Addressing Health Issues in The Far North," *Journal of The Canadian Health Libraries Association / Journal de l'Association des bibliothèques de la santé du Canada* 35 (1): 27, 2014. doi:10.5596/c14-006.  
file:///C:/Users/Temp/Downloads/The\_Arctic\_Council\_a\_Brief\_History\_its\_Partnership.pdf
- NASA, "Arctic Ice Melt is Changing Ocean Currents," NASA News, 6 February 2020. <https://climate.nasa.gov/news/2950/arctic-ice-melt-is-changing-ocean-currents/>
- Marine des États-Unis, "A Blue Arctic," Department of the Navy: A Strategic Blueprint for the Arctic, January 2021. <https://media.defense.gov/2021/Jan/05/2002560338/-1/-1/0/ARCTIC%20BLUEPRINT%202021%20FINAL.PDF/ARCTIC%20BLUEPRINT%202021%20FINAL.PDF>
- Navy News, Naval Recognition, "Harry DeWolff-Class Arctic Patrol Ships of Canadian Navy to Monitor and Secure Arctic Sovereignty," 13 February 2021. <https://www.navyrecognition.com/index.php/news/defence-news/2021/february/9699-harry-dewolf-class-arctic-patrol-ships-of-canadian-navy-to-monitor-and-secure-arctic-sovereignty.html>
- Nilsen, Thomas, "Here Comes a Nuclear Submarine Longer than the World has Ever Seen," The Barents Observer, 23 April 2019. <https://thebarentsobserver.com/en/security/2019/04/worlds-longest-here-comes-submarine-world-has-never-seen>
- "Russia's Most High-Tech Multi-Purpose Nuclear Sub Further Delayed," The Barents Observer, 3 March 2021. <https://thebarentsobserver.com/en/security/2021/03/russias-most-high-tech-multi-purpose-nuclear-sub-further-delayed>
  - Nilsen, Thomas (a), "Emergency cooperation gets priority amid military buildup and COVID crisis", The Barents Observer, 2 June 2021. <https://thebarentsobserver.com/en/security/2021/06/emergency-cooperation-gets-priority-amid-military-buildup-and-covid-crisis>.
  - Nilsen, Thomas (b), "Norway will host its biggest Arctic exercise since Cold War next year", Arctic Today, 15 April 2021. <https://www.arctictoday.com/norway-will-host-its-biggest-arctic-exercise-since-cold-war-next-year/>.
- NORDEFCO, Annual Report 2018. [https://www.nordefco.org/Files/AnnualReport-NORDEFCO.digital\\_compressed.pdf](https://www.nordefco.org/Files/AnnualReport-NORDEFCO.digital_compressed.pdf)
- Nordenmann, Magnus, "Russian Subs are Reheating a Cold War Checkpoint", Defense One, 4 March, 2016. <https://www.defenseone.com/ideas/2016/03/russian-subs-are-reheating-cold-war-chokepoint/126428/>
- Novichkov, Nikolai, "Russian Navy Commissions Project 885M Submarine Kazan," Janes. 10 May 2021. <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/russian-navy-commissions-project-885m-submarine-kazan>
- Novy Ivestia, "Россия инвестирует в Арктику \$86 млрд," 8 марта 2019. <https://newizv.ru/news/economy/28-03-2019/rossiya-investiruet-v-arktiku-86-mlrd>
- Observatoire de l'Arctique, *Bulletin janvier 2020*, États observateurs – Union européenne. <http://www.observatoire-arctique.fr/analyses-regionales/bulletin-janvier-2020-etats-observateurs-union-europeenne/>
- OCDE, International Transport Forum, "Decarbonising Maritime Transport: Pathways to Zero-Carbon Shipping by 2035," 2018. <https://www.itf-oecd.org/sites/default/files/docs/decarbonising-maritime-transport-2035.pdf>
- Olsen, John Andreas, *NATO and the North Atlantic: Revitalising Collective Defence*, "Introduction: The Quest for Maritime Supremacy," Whitehall Papers, 87:1, 3-7. <https://doi.org/10.1080/02681307.2016.1291017>
- Ong, Tong, "Russia's Anti-Hypersonic Missile Radar to Deploy in Arctic by June," The Defense Post, 15 April 2021. <https://www.thedefensepost.com/2021/04/15/russia-anti-missile-radar-arctic/>
- OTAN, déclaration du sommet de Bruxelles, 11 juillet 2018, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/official\\_texts\\_156624.htm?selectedLocale=fr](https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_156624.htm?selectedLocale=fr)
- OTAN, *NATO 2030: United for a New Era*, 25 November 2020. [https://www.nato.int/nato\\_static\\_fl2014/assets/pdf/2020/12/pdf/201201-Reflection-Group-Final-Report-Uni.pdf](https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2020/12/pdf/201201-Reflection-Group-Final-Report-Uni.pdf)

- OTAN, Allied Air Command, "Russian Fighter Jet Violates NATO Airspace over Bornholm Island," 31 August 2020. <https://ac.nato.int/archive/2020/russian-fighter-jet-violates-nato-airspace-over-bornholm-island>
- OTAN, commandement maritime (MARCOM), "NATO Begins Cooperation with Danish Joint Arctic Command in Greenland," 1 October 2020. <https://mc.nato.int/media-centre/news/2020/nato-begins-cooperation-with-danish-joint-arctic-command-in-greenland>
- Overfield, Cornell, "An Off-the-Shelf Guide to Extended Continental Shelves and the Arctic", Lawfare Blog, 21 April 2021. <https://www.lawfareblog.com/shelf-guide-extended-continental-shelves-and-arctic>.
- O'Rourke, Ronald, "China Naval Modernization: Implications for U.S. Navy Capabilities—Background and Issues for Congress", *Congressional Research Service*, 27 January 2021, <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33153.pdf>.
- ONU, Division des affaires maritimes et du droit de la mer, "United Nations Convention on the Law of the Sea. Declarations made upon signature, ratification, accession or succession or anytime thereafter", United Nations, 12 February 2020.
- ONU, FAO, "The State of World Fisheries and Aquaculture: Sustainability in Action," Rome, 2020. <http://www.fao.org/3/ca9229en/CA9229EN.pdf>
- Parlement d'Islande [Althingi], "A Parliamentary Resolution on Iceland's Arctic Policy", 28 March 2011, <https://www.government.is/media/utanrikisraduneyti-media/media/nordurlandaskrifstofa/A-Parliamentary-Resolution-on-ICE-Arctic-Policy-approved-by-Althingi.pdf>
- Pincus, Rebecca, "China's Polar Strategy: An Emerging Grey Zone?" *The Diplomat*, 6 July 2018. <https://thediplomat.com/2018/07/chinas-polar-strategy-an-emerging-grey-zone/>
- "Three-Way Power Dynamics in the Arctic," *Strategic Studies Quarterly*, Vol. 14, No. 1, (Spring, 2020). <https://www.jstor.org/stable/pdf/26891883.pdf?refreqid=excelsior%3Af63a13290dab3efcaf844a1d0905b307>
- Pincus, Rebecca and Walter Berbrick, "Gray Zones in a Blue Arctic: Grappling with China's Growing Influence," *War on the Rocks*, 24 October 2018. <https://warontherocks.com/2018/10/gray-zones-in-a-blue-arctic-grappling-with-chinas-growing-influence/>
- Présidence de la fédération de Russie "Basic Principles of Russian Federation State Policy in the Arctic to 2035 [Об основах государственной политики Российской Федерации в Арктике на период до 2035 года]", 5 March 2020, <http://static.kremlin.ru/media/events/files/ru/f8ZpjhpAaQ0WB1zjywN04OgKil1mAvaM.pdf>.
- Quinn, Eilis, "The Viking Sky Incident – A Wake Up Call for the Arctic Cruise Industry?" *Radio Canada International, Eye on the Arctic*, 26 March 2019.
- Reuters, "Russia Calls for Military Meetings Between Arctic States as Tensions Rise," 20 May 2021(b). <https://www.reuters.com/world/russias-lavrov-calls-military-dialogue-between-arctic-states-2021-05-20/>
- "Three Russian Submarines Surface and Break Arctic Ice During Drills," 26 March 2021 (a). <https://www.reuters.com/article/us-russia-military-arctic-idUSKBN2BI2RZ>
  - "Russia Launches New Nuclear-Powered Icebreaker in Bid to Open Up Arctic," 26 May 2019. <https://www.theguardian.com/world/2019/may/26/russia-launches-new-nuclear-powered-icebreaker-in-bid-to-open-up-arctic>
- Ren, Carina and Daniela Chimirri, "Arctic Tourism – More than an Industry?", *The Arctic Institute*, 3 April 2018. <https://www.thearcticinstitute.org/arctic-tourism-industry/>.
- Rodman, Lindsay, "Iceberg Dead Ahead! Deconstructing the Pentagon's Arctic Strategies," *War on the Rocks*, 25 September 2019. <https://warontherocks.com/2019/09/iceberg-dead-ahead-deconstructing-the-pentagons-arctic-strategies/>
- Runge, Claire, RM Daigle, VH Hauser, "Quantifying Tourism Booms and the Increasing Footprint in the Arctic with Social Media Data," *PLOS ONE*, 16 January 2020. <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0227189#pone.0227189.ref003>
- Sengupta, Somini, "United States Rattles Arctic Talks with a Sharp Warning to China and Russia," *The New York Times*, 6 May 2019.

- Sengupta, Somini and Steven Meyers, "Latest Arena for China's Growing Global Ambitions: The Arctic," *The New York Times*, 24 May 2019. <https://www.nytimes.com/2019/05/24/climate/china-arctic.html>
- Śmieszek, Małgorzata, and Timo Koivurova. 2017. *One Arctic: The Arctic Council and Circumpolar Governance*, ed. P. Whitney Lackenbauer, et al., 2017. <https://www.sju.ca/sites/default/files/One-Arctic-1-2017.pdf>
- Smith, Julianne and Jerry Hendrix, "Forgotten Waters: Mining the GIUK Gap – A Tabletop Exercise," Center for a New American Security (CNAS), May 2017. <https://www.cnas.org/publications/reports/forgotten-waters>
- Staalesen, Atle, "It's an Order from the Kremlin: Shipping on the Northern Sea Route to Reach 80 Million Tons by 2024," *The Barents Observer*, 15 May 2018 <https://thebarentsobserver.com/en/arctic/2018/05/its-order-kremlin-shipping-northern-sea-route-increase-80-million-tons-2024>
- 2018(b) "Russia Presents an Ambitious 5-Year Plan for Arctic Investment," *The Barents Observer*, 14 December 2018.
  - 2019 (a) "Experiences from Syria important for Northern Fleet, Says New Head Commander," *The Barents Observer*, 25 June 2019. <https://thebarentsobserver.com/en/security/2019/06/experiences-syria-important-northern-fleet-says-vice-admiral>
  - 2019(b) "30 Russian Naval Vessels Stage Show of Force Near Coast of Norway," *The Barents Observer*, 15 August 2019. <https://thebarentsobserver.com/en/security/2019/08/30-russian-naval-vessels-stage-show-force-coast-norway>
  - 2020(a) "Russian Arctic Shipping Could Follow This New Route," *The Barents Observer*, 19 May 2020. <https://thebarentsobserver.com/en/arctic/2020/05/russian-arctic-shipping-could-follow-new-route>
  - 2020(b) "It is Time to Strengthen Nordic Security, Say Ministers as They Sign Landmark Deal," *The Barents Observer*, 24 September 2020. <https://thebarentsobserver.com/en/security/2020/09/it-time-strengthen-nordic-security-say-ministers-they-sign-landmark-defense>
  - 2020(c) "Shipping on the Northern Sea Route Breaks Record," *The Barents Observer*, 22 December 2020.
  - "New Russian Fighter Jets on Standby in Upgraded Arctic Air Base," *The Barents Observer*, 8 February 2021.
  - "Crisis-Ridden Norwegian Cruise and Adventure Company Sells Properties in Svalbard," *Radio Canada International*, *Eye on the Arctic*, 31 March 2021. <https://www.rcinet.ca/eye-on-the-arctic/2021/03/31/crisis-ridden-norwegian-cruise-and-adventure-company-sells-properties-in-svalbard/>
- Stephen, Kathrin, "Continuity or Reform? The Future of The Arctic Council". *High North News*. <https://www.highnorthnews.com/en/continuity-or-reform-future-arctic-council>.
- Sun, Yun, "The Northern Sea Route: The Myth of Sino-Russian Cooperation," *The Stimson Center*, 27 November 2018. <https://www.stimson.org/wp-content/files/file-attachments/Stimson%20%20The%20Northern%20Sea%20Route%20-%20The%20Myth%20of%20Sino-Russian%20Cooperation.pdf>
- Sydnes, Are Kristoffer, Maria Sydnes and Yngve Antonsen, "International Cooperation on Search and Rescue in the Arctic", *Arctic Review on Law and Politics* 8, September 2017. <https://doi.org/10.23865/arctic.v8.705>.
- Taithe, Alexandre, et. al, « Observatoire de l'Arctique », *Observatoire de l'Arctique*, Bulletin No. 14, Juillet 2020. <http://www.observatoire-arctique.fr/analyses-regionales/bulletin-juillet-2020-etats-observateurs-union-europeenne/>
- TASS Russian New Agency, "Минобороны построило в Арктике уже 475 объектов военной инфраструктуры", 11 March 2019. <https://tass.ru/armiya-i-opk/6204831>
- Ulmer, Fran. 2019. "A Strategic Plan for The Arctic Council: Recommendations for Moving Forward". *Belfer Center for Science and International Affairs*. <https://www.belfercenter.org/publication/strategic-plan-arctic-council-recommendations-moving-forward>.  
[https://www.un.org/depts/los/convention\\_agreements/convention\\_declarations.htm](https://www.un.org/depts/los/convention_agreements/convention_declarations.htm).

USEUCOM (United States European Command), "Military Leaders Address Collective Arctic Security Issues," U.S. European Command Public Affairs, Stuttgart, Germany, 10 May 2021.  
<https://www.eucom.mil/pressrelease/41236/military-leaders-address-collective-arctic-security-issues>

Walsh, Nick Paton, "Satellite Images Show Huge Russian Military Buildup in the Arctic," *CNN*, 5 April 2021,

<https://edition.cnn.com/2021/04/05/europe/russia-arctic-nato-military-intl-cmd/index.html>

Winkler, David F., "Searching the Skies: The Legacy of the United States Cold War Defense Radar Program," *Federation of American Scientists*, June 1997.

[https://fas.org/nuke/guide/usa/airdef/searching\\_the\\_skies.htm](https://fas.org/nuke/guide/usa/airdef/searching_the_skies.htm)

Wikimedia, « Schéma de plateau continental », Wikimedia, 2021.

<https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/3/3c/Schéma-plateau-continental.svg>

Wishnick, Elizabeth, "Will Russia Put China's Arctic Ambitions on Ice?" *The Diplomat*, 5 June 2021.